



NATIONS UNIES  
MALI



# Rapport Annuel de Résultats 2018

UNDAF+ 2015-2019

Plan Cadre Intégré des Nations Unies pour  
L'Assistance au développement au Mali



© Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations  
Unies au Mali

## Avant-Propos

*En 2018, 4<sup>ème</sup> année de la mise en œuvre de l'UNDAF+, notre cadre de coopération a montré au cours de la période 2015-2017 des avancées significatives dans l'atteinte de certains résultats stratégiques tandis que d'autres appellent encore des améliorations ainsi que le montre la revue à mi-parcours conduite à la fin de l'année 2018.*

*Des efforts restent aussi à faire pour renforcer le processus de planification conjointe dans le cadre de l'élaboration des Plans de travail conjoints annuels et pour le renforcement du dispositif gouvernemental de coordination inter sectorielle dans l'accompagnement des groupes de résultats de l'UNDAF+. Notre souhait est de voir la concrétisation de la mise en œuvre des recommandations de la revue à mi-parcours pour une optimisation des résultats escomptés à l'horizon 2019. Certes des défis importants de statistiques, de sécurité et d'accès aux populations vulnérables constituent des facteurs limitants mais nous osons espérer que la contribution de tous les acteurs permettra d'apporter une réponse idoine aux besoins des populations et d'assurer que personne n'est laissée pour compte. C'est pourquoi nous voudrions réitérer ici nos encouragements mais aussi nos félicitations à tous les acteurs tant de la société civile, du secteur privé, des services gouvernementaux, des autorités locales et traditionnelles, des agences, fonds et programmes et de la MINUSMA qui ne ménagent aucun effort pour la réalisation pleine et entière des objectifs escomptés. Nous en appelons à davantage de persévérance pour contribuer à assurer à terme la transformation du monde ainsi que le requiert notre agenda commun 2030. A tous les donateurs et l'ensemble de la famille des partenaires techniques et financiers, nous voudrions exprimer nos sincères remerciements pour leurs contributions appréciables au bénéfice des populations vulnérables, des jeunes et des femmes du Mali.*

*Ministre des Affaires Etrangères et de la  
Coopération Internationale*

*Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire  
général pour la MINUSMA, Coordonnateur  
Résident SNU et Coordonnateur Humanitaire*

## Table des matières

Avant-Propos.....	2
Abréviations .....	5
Résumé Analytique.....	9
1. Principales tendances en matière de développement.....	11
2. Résultats du Programme unique .....	15
2.1 Effet 1 : La paix et la stabilisation sont assurées à travers un dialogue politique inclusif, une réforme des institutions concernées et la promotion d'une coexistence pacifique et le respect des droits humains ».....	15
2.1.1 Progrès dans l'atteinte de l'Effet .....	15
2.1.2 Réalisations majeures .....	16
2.2 Effet 2 : D'ici 2019, la cohésion sociale est facilitée par la justice transitionnelle, le dialogue communautaire inclusif, la culture et l'éducation pour la paix .....	19
2.2.1 Progrès dans l'atteinte de l'Effet .....	19
2.2.2 Réalisations majeures .....	20
2.3 Effet 3 : Les institutions étatiques, nationales et locales, exercent de manière plus efficace leurs missions de service public et les acteurs non étatiques participent et assurent le contrôle citoyen en conformité avec les principes de bonne gouvernance et d'État de droit .....	23
2.3.1 Progrès dans l'atteinte de l'Effet .....	23
2.3.2 Réalisations majeures .....	24
2.4 Effet 4 : D'ici 2019, les populations, en particulier les femmes et les enfants les plus vulnérables et celles affectées par les crises, ont un accès accru et équitable et utilisent les Services Sociaux de Base de qualité.....	27
2.4.1 Progrès dans l'atteinte de l'Effet .....	27
2.4.2 Réalisations majeures .....	27
2.5 Effet 5 : Les populations défavorisées particulièrement les femmes et les jeunes, bénéficient de capacités et d'opportunités productives accrues, dans un environnement sain et durable, favorable à la réduction de la pauvreté .....	33
2.5.1 Progrès dans l'atteinte de l'Effet .....	33
2.5.2 Réalisations majeures .....	33
3. Résultats de « Unis dans l'action ».....	40
4. Résultats de « Unis dans la Communication ».....	41
5. Éléments financiers.....	43

6. Enseignements tirés et perspectives.....	44
Annexe : Progrès réalisés par rapport au Cadre de résultats du Programme Unique .....	48

# Abréviations

ACC	Adaptation au Changement Climatique	NINA	Numéro d'Identification Nationale
ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant	OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ANPE	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi	OCHA	Bureau de Coordination des Affaires
ARV	Anti Rétroviraux	ODD	Objectifs de Développement Durable
BPPS	Bureau for Policy and Programme Support	OGE	Organisation Générale des Élections
CC	Consultations Curatives	OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
CCAC	Convention sur Certaines Armes Classiques	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
CCO	Centre de Coordination des Opérations NEDEX	OMT	Équipe de Gestion des Opérations
CDAPH	Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées	ONUUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	ORL	Oto-Rhino-Laryngologie
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique	OSC	Organisation de la Société Civile
CENI	Commission Électorale Nationale indépendante	PAM	Programme Alimentaire Mondial
CEP	Champ École Paysan	PBF	Peace Bulding Fund
CFP-AA	Centre de Formation Professionnelle et d'Assistance à l'Artisanat	PDARN	Programme de Développement Accéléré des Régions du Nord
CMA	Coordinations des Mouvements de l'AZAWAD	PIB	Produit Intérieur Brut
CNDIFE	Centre National de Documentation et d'Information de la Femme et de l'Enfant	PEC	Prise en Charge
CNALPC	Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération des Armes Légères et de Petit	PDESC	Plan de Développement Economique, Social et Culturel
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable du Mali	PF	Planification Familiale
CREDOS	Centre de Recherche d'Études et de Documentation pour la Survie de l'Enfant	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement

CSCOM	Centre de Santé Communautaire	PPN	Programme Pédagogique National
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté	PRODEC	Programme Décennal de l'Éducation
CSREF	Centre de Santé de Référence	PRODESS	Programme de Développement Social et Sanitaire
CPS	Chimio-Prévention du paludisme Saisonnier	PROSEA	Programme Sectoriel Eau et Assainissement
CT	Collectivité Territoriale	PSI-MALI	Population Service International
CTRCA	Cellule Technique des Réformes du Cadre des Affaires	PTME	Prévention de la Transmission Mère Enfant du VIH
CVJR	Commission Vérité, Justice et Réconciliation	PVVIH	Personnes Vivant avec le Virus Immunitaire de l'Homme
CVPDV	Plan de Réponse contre l'éclosion du Virus de la Polio	QIP	Quick Impact Projects « Projets à Impacts Rapides
DBC	Distribution à Base Communautaire	RAVEC	Recensement Administratif à Vocation d'État Civil
DCPND	Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation	RCO	Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies
DDR	Démobilisation Désarmement et Réintégration	EF-REDES	Estimation des Flux de Ressources et des Dépenses Nationales de Lutte Contre le
DMU	Dispositif Minimum d'Urgence	REG	Restes Explosifs de Guerre
DNDS	Direction Nationale du Développement Social	RELE	Révision Exceptionnelle des Listes Électorales
DNS	Direction Nationale de la Santé	RVC	Réduction de la Violence Communautaire
DNPSES	Direction Nationale de la Protection sociale et de l'économie solidaire	SIAN	Semaine d'Intensification des Activités de Nutrition
DRS	Direction Régionale de Santé	SAVAMA	Association de Sauvegarde des Manuscrits et la Défense de la Culture Islamique
DSRSG-RC-HC	Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies pour la MINUSMA,	SNU	Système des Nations Unies
EDS	Enquête Démographique et de Santé	RVC	Soins Obstétricaux Néonataux d'Urgence
EEI	Engins Explosifs Improvisés	SR	Santé de la Reproduction
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages	TB/VIH	Tuberculose/Virus Immunitaire de l'Homme



ENSAN	Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle	TB-MR	Tuberculose Multi Résistante
EID	Espace d'Interpellation Démocratique	TS	Travailleuses du sexe
FSM	Forces de Sécurité du Mali	UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
FAMA	Forces Armées Maliennes	UDI	Usagers de Drogue Injectable
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	UNCDF	United Nations Capital Development Fund (Fonds d'équipement des Nations Unies)
FDSM	Forces de Défense et de Sécurité maliennes	UNCG	Groupe inter agences de communication
GAVI	Alliance Mondiale pour les Vaccins et la Vaccination	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
GIPD	Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs	USTTB	Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako
HACT	Approche Harmonisée de Transfert de Cash	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
IEDA	International Emergency and Development Aid	UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
IDH	Index de Développement Humain	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
IED	Engins Explosifs Improvisés	UNIET	Équipe Électorale Intégrée des Nations Unies
IHERIAB	Institut des Hautes Etudes et de Recherche Islamique Ahmed Baba	UNDAF+	Plan Cadre Intégré des Nations Unies pour l'Assistance au Développement
INSTAT	Institut National de la Statistique	UNMAS	Service de lutte anti-mines des Nations Unies
IMC	Indice de Masse Corporelle	UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
JFFLS	Junior Farmer Field and Life School	VIH/SIDA	Virus de l'Immuno Déficience Humaine/Syndrome de l'Immuno Déficience
MAM	Malnutrition Aigüe Modérée	VBG	Violence Basée sur le Genre
MAS	Malnutrition Aigue Sévère	WASH	Water Sanitation and Hygiene (Eau Hygiène Assainissement)
MAT	Ministère de l'Administration Territoriale	MPFEF	Ministère pour la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille

MGF/E	Mutilation Génitale Féminine/Excision	MSM	Men Having Sex with Men (les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes)
MICS	Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples	MTN	Maladies Tropicales Négligées
MIEC	Mission d'Évaluation Conjointe au nord du Mali	MVE	Maladie à virus Ebola (MVE)
MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali	NEDEX	Neutralisation Enlèvement et Destruction des Explosifs



## Résumé Analytique

Dans le domaine de la Paix et de la Sécurité, la détérioration de la situation sécuritaire dans les zones d'intervention de mises en œuvre des programmes a entravé la mise en œuvre effective des activités planifiées, notamment dans le Centre du pays. L'inaccessibilité à certaines localités affectées par la présence des radicaux et l'utilisation des engins explosifs constitue un défi majeur pour les acteurs. L'insécurité cause des difficultés d'accès aux zones d'intervention, et de protection notamment pour les femmes et les filles.

Le niveau de mise en œuvre de l'ensemble de l'Accord est de 30 % au mois de décembre 2018 ; les 58 engagements restants représentent 70 % de l'Accord. Parmi les progrès réalisés, il y a i) la cessation effective de l'état de belligérance entre le gouvernement et les mouvements signataires de l'Accord de paix, ii) la création du Ministère de la Cohésion Sociale, de la Paix et la Réconciliation Nationale comme principal coordonnateur de la mise en œuvre de l'Accord, iii) la promulgation en juin 2018 des lois créant les collectivités territoriales, les régions, les cercles et les communes des nouvelles régions de Taoudéni et de Ménaka, iv) l'élaboration du cadre de gestion du Fonds de Développement Durable et v) l'adoption du document portant sur la politique nationale concernant la justice transitionnelle et l'adoption d'un plan d'action pour le retour des réfugiés et des personnes déplacées.

La détérioration de la sécurité dans le centre et le nord continue d'avoir un impact négatif sur les enfants et les adolescents avec des atteintes graves de leurs droits et une dégradation de leur état physique et psychologique. Les violences intercommunautaires dans le centre, la pauvreté structurelle, le faible taux de scolarisation, les séparations familiales, et la mobilité des enfants sur les routes migratoires sont des facteurs favorisant les actes de violations graves des droits des enfants. Le nombre de violations graves de ces droits perpétrées par les parties au conflit a continué de s'accroître tout au long de l'année 2018 avec 365 incidents de violations graves de droit de l'enfant contre 342 pour l'année 2017, soit une augmentation de 7%. Les quatre régions les plus affectées sont Mopti qui enregistre 44% des violations graves documentées, suivie de Gao avec 27%, Tombouctou avec 18% et Kidal avec 9%.

Les conditions de sécurité précaires dans le nord et le centre du Mali, notamment le long de la frontière avec le Burkina Faso, ont continué de déstabiliser les communautés locales, menaçant la protection des civils et empêchant les personnes déplacées de rentrer chez elles. Les tendances démographiques indiquent une hausse des réfugiés, 26 739 en 2018 contre 17 039 en 2017, soit une augmentation de 56,93%. Il en est de même pour les PDI, 120 298 contre 38 172 en 2017, soit 215% d'augmentation qui est largement due à la hausse du nombre de déplacés internes dans le pays.

Le nombre de violations du droit international humanitaire et des droits fondamentaux en rapport avec les conflits est en hausse. En 2018, 696 personnes ont fait des déclarations à la Commission vérité, justice et réconciliation contre 426 en 2017.

Dans le domaine de la gouvernance, l'index Mo Ibrahim a connu une légère régression, allant de 51,9 en 2017 à 50,1 en 2018, classant le Mali au 28<sup>ème</sup> rang sur 54 pays.

Le taux de satisfaction des populations par rapport au service public, particulièrement dans le domaine de la justice, est de 47% en 2018 contre 29,4% en 2017.

Dans le cadre de la santé, le taux d'accouchement par le personnel qualifié s'est amélioré en passant de 32,08 en 2017 à 38,14% en 2018. Malgré cette amélioration, grâce à la prise en charge des données des hôpitaux, il reste faible. Cette faiblesse est due entre autres à l'insuffisance des sages-femmes et infirmières obstétriciennes dans les formations sanitaires périphériques. Le taux de prévalence au VIH/SIDA est resté stationnaire à 1, 1%, entre 2016 et 2018. Les efforts en matière de lutte contre le VIH/Sida se poursuivent selon la stratégie des trois 90. La prévalence contraceptive (20,01% en 2017) moderne est moins élevée en milieu rural qu'en milieu urbain. Parmi les femmes en union, cette prévalence est estimée en 2018, à 21 % en milieu urbain contre 15 % en milieu rural. Chez les femmes qui ne sont pas en union mais qui sont sexuellement actives, elle de 44 % en milieu urbain contre 27 % en milieu rural.

Dans le domaine scolaire, le taux brut d'admission au premier cycle du fondamental (TBA) s'est amélioré, passant de 67,5% en 2017 à 76,3% en 2018. En dépit de ce gain observé, nous constatons une couverture scolaire encore en deçà des attentes au regard de la population scolarisable dans le système ayant l'âge admis.

La prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages en 2018 est de 19,1% dont 2,6% en insécurité alimentaire sous la forme la sévère. Ce taux est en baisse comparé à 2017 (20%). Les régions avec le niveau le plus élevé d'insécurité alimentaire sont par ordre d'importance Kidal (46,7%), Mopti (34%), Gao (28,4%), Tombouctou (24,7%).

Le Mali a enregistré une baisse du taux de croissance économique, 4,7% en 2018 contre 5,5% en 2017. Quant à l'incidence de la pauvreté il a baissé entre 2017 et 2018, passant de 46,8% à 43,8 %. En 2018, 54,1 % de la population vivant en milieu rural est touchée par la pauvreté contre seulement 14.7% en milieu urbain où dans les « autres villes » (24.6) sont plus touchées que Bamako (4.1).

# 1. Principales tendances en matière de développement

En 2018, le produit intérieur brut réel devrait continuer de croître au rythme soutenu d'environ 5 %. Le Gouvernement et ses partenaires techniques et financiers ont préconisé, après avoir procédé à un examen conjoint du budget de l'État, d'élargir l'assiette fiscale nationale et d'accélérer le transfert des ressources budgétaires vers les collectivités locales

Le déficit budgétaire a été réduit, passant de 2,9 % du PIB en 2017, à un taux estimé de 2,5 % en 2018. La dette publique s'élevait à 35,9 % du PIB en 2018, en légère hausse par rapport au taux de 35,6 % enregistré en 2017, mais la dette extérieure a légèrement baissé à 24,1 % du PIB. L'inflation a ralenti pour s'établir à un taux estimé à 1,7 % en 2018, grâce à la baisse des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers importés. Concernant le secteur extérieur, le déficit de la balance courante s'est légèrement creusé, passant de 6,0 % en 2017 à un taux estimé de 6,5 % en 2018, la croissance des importations (9,3 %) dépassant celle des exportations (7,2%).

Le Mali a commencé à mobiliser davantage de recettes et à accroître l'efficacité et la qualité des dépenses publiques, afin de créer la marge de manœuvre budgétaire nécessaire à l'investissement public. Il rationalise les exonérations fiscales, améliore l'efficacité du régime fiscal minier, et renforce l'administration et l'efficacité du recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée. En outre, le gouvernement a mis en place un cadre de consultation pour faciliter la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015.

Le Mali a ratifié tous les accords sur la libre circulation des personnes et des travailleurs au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Aucune mesure ne limite la circulation des personnes ou le droit d'établissement en tant que travailleur indépendant ; ainsi les ressortissants de la CEDEAO n'ont pas besoin de permis de séjour et peuvent s'installer librement au Mali pour travailler ou pour exercer une profession libérale. Toutefois, dans la pratique, ces droits sont bafoués par des obstacles non officiels à la frontière, où de multiples points de contrôle de différents types entraînent des coûts de transaction élevés.

Les perspectives économiques pourraient être compromises par plusieurs facteurs, notamment les conditions de sécurité liées aux retards dans la mise en œuvre de l'Accord de Paix et de Réconciliation et aux chocs exogènes tels que la variabilité climatique, la volatilité des cours de l'or et du coton et les fluctuations du taux de change euro/ dollar.

## Paix et sécurité

Au cours de l'année 2018, le Système des Nations Unies (SNU) a poursuivi son soutien en faveur de la restauration de la paix à travers : i) le renforcement du dialogue politique inclusif fondé sur la facilitation de la médiation ; ii) l'accompagnement de la réforme du secteur de la sécurité ; iii) le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants ; iv) la réduction des risques liés aux mines, aux restes explosifs de guerre et aux engins explosifs improvisés.

Le Mali a enregistré en 2018 une recrudescence de la violence dans plusieurs localités en l'occurrence des conflits communautaires et des attaques armées principalement au centre du pays. Plusieurs attaques asymétriques et répétées ont pris pour cibles les forces maliennes, françaises et de la MINUSMA. À cela s'ajoutent des affrontements armés entre des groupes rebelles, la CMA et la Plateforme. La situation sécuritaire et la quiétude sociale ont été ainsi fragilisées. Des missions nationales d'apaisement des tensions sociales au sein des populations dans le centre ont été organisées à travers la Primature.

Sur le plan politique et institutionnel, le nouvel élan imprimé par le Gouvernement au processus de paix, ainsi que la récente création d'un régime de sanctions et la nomination d'un observateur indépendant ont permis de réaliser des progrès dans la mise en œuvre de l'Accord. Les débats se sont poursuivis concernant la nomination d'autorités intérimaires au niveau des districts et des municipalités. La mise en place des unités mixtes du Mécanisme opérationnel de coordination à Kidal et Tombouctou et l'enregistrement des combattants remplissant les conditions requises pour participer au programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration se poursuivent.

Le « pacte pour la paix » repose sur la feuille de route du 22 mars et les critères de suivi de l'application de l'Accord. Il vise à renouveler l'engagement des parties signataires, accélérer l'application de l'Accord, appuyer les efforts de paix actuels et adopter des objectifs à plus long terme. Après concertation avec les populations locales, le Gouvernement a adopté une législation portant création de 63 collectivités territoriales dans les régions de Ménaka et de Taoudenni afin d'améliorer la décentralisation des pouvoirs ainsi que la prestation des services administratifs de base au niveau local.

Sur la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones Nord, l'accès des populations aux services de la justice et de l'administration s'est amélioré, comme l'indiquent les données collectées dans le cadre du « suivi permanent des actions de relèvement socio-économique et de retour de la sécurité au Nord Mali » publiées mensuellement par la Banque Mondiale.

La situation sur le plan des droits de l'homme est restée très préoccupante. Au cours de l'année 2018, il a été recensé 129 cas de violence et de violation des droits de l'homme impliquant 518 victimes, dont 68 femmes et 32 enfants, contre 344 cas et 475 victimes au cours de la période précédente

## **Gouvernance**

En matière de Gouvernance, l'index Mo Ibrahim Index est passé du score de 51,9 en 2017 à 50,1 en 2018, classant le Mali au 28<sup>ème</sup> rang sur 54 pays. Le Mali est passé de l'indice 0,231 à 0,427, soit une progression de 84,8%. Les difficultés d'amélioration des indicateurs sociaux se traduisent dans la faiblesse de l'IDH. Le Mali demeure encore parmi les pays à faible développement humain (moins de 0,555 d'IDH), et occupe le 175<sup>ème</sup> sur 188 pays.

Le 16 juillet, le Gouvernement malien a présenté, dans le cadre du Forum politique de haut niveau tenu à New York, son rapport national volontaire sur les objectifs de développement durable, dans lequel il mettait en avant les progrès accomplis dans la transformation de la société malienne et le renforcement de sa résilience, tout en soulignant les inquiétudes que suscitait la dépendance accrue du pays vis-à-vis de l'aide au développement. Le même jour, il a entamé l'élaboration d'un nouveau cadre stratégique pour le redressement économique et le développement durable, fondé sur les objectifs de développement durable et la stratégie pour l'avenir « Mali 2040 ».

Concernant la justice, dans leur majorité (60%), les citoyen(ne)s ne font pas confiance à la justice, contre une minorité (36%) qui lui fait confiance, sans incidence significative du sexe, de l'âge ou du niveau d'instruction.

## **Services sociaux de base**

Dans le cadre de la santé/reproduction, parmi les femmes âgées de 15-49 ans, 16 % utilisent une méthode contraceptive moderne contre 20,01% en 2017 de l'enquête. Cette prévalence est de 16 % chez les femmes actuellement en union contre 35 % chez les femmes non en union sexuellement actives. La prévalence contraceptive moderne est moins élevée en milieu rural qu'en milieu urbain. Parmi les femmes en union, cette prévalence est estimée à 21 % en milieu urbain contre 15 % en milieu rural. Chez les femmes qui ne sont pas en union mais qui sont sexuellement actives, elle de 44 % en milieu urbain contre 27 % en milieu rural. La proportion de femmes en union ayant des besoins non satisfaits en matière de planification familiale s'élève à 24 %, besoins orientés dans la majorité des cas vers l'espacement des naissances (17 %).

La proportion de naissances qui ont eu lieu dans un établissement de santé a augmenté progressivement, 32,08% en 2017 à 67 % en 2018, pendant que les accouchements à la maison diminuaient sensiblement, passant de 61 % en 2001 à 54 % en 2006 puis à 33 % en 2018.

La prévalence du VIH/SIDA<sup>1</sup> était de 1,1% en 2017, ce taux est en deçà des 2%.

Dans le domaine de la malnutrition aigüe, la capitale (Bamako) a enregistré 10,5% contre 10,0% sur le plan national ; 1,0% contre 2,0% pour la malnutrition aigüe sévère. S'agissant du taux de prévalence de la malnutrition aigüe, Bamako a enregistré 10,00% en 2017 contre 10,5% en 2018 ; chez les enfants de 6 à 59 mois, le taux de prévalence de la malnutrition chronique global est de 11,6% en 2017 contre 10,7% en 2018, dénotant une baisse de ce taux.

Concernant le taux de prévalence des mutilations génitales féminines, environ neuf femmes de 15-49 ans sur dix (89 %) ont déclaré avoir été excisées. La forme d'excision la plus pratiquée consiste à couper et à enlever des chairs (41 %). En outre, dans 25 % des cas, les femmes ont subi une simple entaille et dans 8 % des cas, c'est une infibulation qui a été pratiquée. Globalement la tendance est à la baisse par rapport à l'année 2017 où elle était de 91% pour la tranche d'âge de 15-49 ans.

### **Croissance inclusive et Développement Durable**

L'insécurité alimentaire touche chroniquement près d'un quart (24%) des ménages maliens dont 20% par la forme modérée. Les résultats du Cadre Harmonisé de l'analyse de l'insécurité alimentaire pour le Mali en mars 2018 ont donné 5 cercles en phase 3 (crise), 24 cercles en phase 2 (sous pression) et 18 cercles + 3 communes du district de Bamako en phase 1 (minimale) pour la situation projetée allant de juin à août 2018. Comparativement à 2017, la prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages est en baisse, 19,1% en 2018 contre 20%.

Sur le plan économique, on note une baisse du taux de croissance réelle du PIB qui passe de 5,4% en 2017 à 4,7% en 2018. Il en est de même pour le taux de pauvreté, qui passe de 46,8% en 2017 à 43,8% en 2018.

---

<sup>1</sup> A la différence des trois éditions précédentes (2001, 2006, 2012-2013) la présente enquête n'a pas inclus le module de mesure de la prévalence du VIH. Cette décision a été prise suite à la directive de l'OMS de ne pas inclure ce module dans les enquêtes-ménages pour les pays où la prévalence du VIH est inférieure ou égale à 2 %

## 2. Résultats du Programme unique

### 2.1 Effet 1 : La paix et la stabilisation sont assurées à travers un dialogue politique inclusif, une réforme des institutions concernées et la promotion d'une coexistence pacifique et le respect des droits humains ».

#### 2.1.1 Progrès dans l'atteinte de l'Effet

En 2018, les actions en faveur de la restauration de la paix au Mali se sont renforcées à travers : i) le renforcement du dialogue politique inclusif fondé sur la facilitation de la médiation et des négociations de paix entre le Gouvernement et les groupes armés ; ii) l'accompagnement de la réforme du secteur de sécurité ; iii) la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants ; iv) la réduction des risques liés aux mines, aux restes explosifs de guerre (REG) et aux engins explosifs improvisés (EEI).

Malgré ces efforts, les progrès accomplis dans la réalisation de l'Effet 1 en 2018 sont encore timides ainsi que le montrent les principaux indicateurs de mesure des progrès, ce qui reste lié à la lenteur observée dans la mise en œuvre des dispositions de l'accord pour la paix et la réconciliation.

La situation sécuritaire au cours de l'année s'est légèrement améliorée avec une réduction du nombre des incidents d'insécurité passant de 904 en 2017 à 513 incidents impliquant des hommes armés non identifiés et mettant en danger la vie de civils. Au total, cette violence a fait plus de 2700 victimes parmi lesquelles 441 ont été tuées. La grande majorité des victimes sont des hommes et des enfants. Malgré la baisse du nombre des incidents sécuritaires, la situation reste instable dans le nord et le centre du pays. La zone d'insécurité s'élargit vers le centre (régions de Mopti et de Ségou), avec notamment une recrudescence des conflits intercommunautaires. Les diverses confrontations entre les groupes armés signataires dans la région de Kidal, l'expansion des activités d'AQMI, Ansar Eddine et autres groupes similaires, la recrudescence du banditisme local dans la région du centre du Mali et enfin, les opérations anti terroristes conduites par les forces maliennes constituent les principales causes de ces violations et abus.

Le nombre de réfugiés/déplacés internes a enregistré une augmentation au cours de l'année 2018. À la fin de l'année, le pays abritait près de 26 500 réfugiés reconnus originaires de Mauritanie (58%), du Burkina Faso (32 %), du Niger (4%), de la République centrafricaine (3%), de la Côte d'Ivoire (2%) et de la République démocratique du Congo. Quelque 60% sont des réfugiés de longue date, spécialement ceux qui ont fui la Mauritanie en 1989 et la Côte d'Ivoire en 2002 et ultérieurement. Les nouvelles arrivées de réfugiés en 2018 incluaient environ 8 460 personnes venant



du Burkina Faso et approximativement 1 020 personnes du Niger. Fin 2018, le Gouvernement avait enregistré plus de 4 100 rapatriés maliens. En outre, quelque 82 100 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays en 2018, portant le nombre total de déplacés internes à 120 300. Aucun retour de déplacé interne n'a été enregistré. Plus de 145 000 réfugiés maliens continuent de résider dans des pays de la région, à savoir au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger

Au cours de l'année, la situation est restée très préoccupante sur le plan des droits de l'homme, en particulier dans le centre du pays et le long des frontières des régions de Tombouctou, Gao et Ménaka avec les autres pays, où de graves violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits ont de nouveau été signalées. Ainsi, 866 cas ont été recensés en 2018 contre 426 en 2017. Les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits ont touché les régions de Mopti et de Ségou (57 % des cas), Tombouctou (19 %), Gao (9 %), Ménaka (6 %), la région de Kayes (4 %), Bamako (3 %) et les régions de Kidal et Koulikoro (1 %).

Concernant le renforcement des capacités des Forces de défense et de sécurité maliennes, 1 067 membres des forces de sécurité maliennes, dont 115 femmes ont été formées en vue de les sensibiliser aux divers aspects du maintien de l'ordre et aux droits de l'homme dans les régions de Bamako, Gao, Mopti et Tombouctou. Un effectif de 153 membres de la police nationale malienne, dont 14 femmes, ainsi que 32 civils, dont 12 femmes ont également été formés en vue de développer leurs compétences en matière de police de proximité. La police malienne a été dotée de 20 motocycles à pour appuyer un programme pilote de police de proximité à Bamako, qui doit être étendu à d'autres régions du pays. Toujours à Bamako, deux séminaires sur le thème de la police de proximité ont également été organisés à l'intention de la société civile. Grâce à des processus inclusifs de planification de la sécurité, la police de proximité cherche à renforcer la confiance entre les autorités de l'État et la population dans les zones touchées par le conflit. Le 5 octobre, afin d'appuyer la politique nationale des frontières, la Mission a dispensé des formations et fourni du matériel à l'armée malienne et aux gardes forestiers, notamment des appareils motorisés ultralégers de surveillance aérienne, financés par le Fonds d'affectation spéciale pour la paix et la sécurité au Mali au titre d'un projet visant à préserver la sécurité des populations locales et à lutter contre le braconnage dans la région de Mopti

### **2.1.2 Réalisations majeures**

De façon spécifique, les réalisations obtenues avec l'appui des Nations Unies en 2018 se présentent ainsi par produit de l'effet 1.

**Produit 1.1** : Dialogue politique/médiation : Capacités techniques des institutions gouvernementales et des autres acteurs nationaux y compris les groupes armés, renforcées en vue de l'amélioration des mécanismes de dialogue politique et de médiation inclusifs sont améliorés à travers le renforcement.

- 45 femmes leaders membres des partis signataires de l'Accord pour la paix et de la société civile sont parvenues à un consensus sur la création d'un groupe consultatif de femmes axé sur la participation des femmes à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation. Les efforts de plaidoyer continus déployés par un large éventail de parties prenantes clés ont abouti à l'inclusion du sujet de la participation des femmes au processus de paix à l'ordre du jour du Comité de suivi de l'Accord pour la première fois à sa 29<sup>ème</sup> session du 12 novembre 2018. En conséquence, un groupe de travail présidé par la MINUSMA et l'Union européenne (UE) a été créé pour explorer et proposer des options concrètes. 2039 femmes ont été soutenues en tant qu'acteurs clés de la résolution des conflits dans le Nord (Gao, Ménaka, Tombouctou) et du Centre (cercles Macina et Ténenkou) fortement touchés par la violence communautaire et l'extrémisme violent.

**Produit 1.2** : Secteur de la sécurité : Le secteur de la sécurité est renforcé dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de la réforme du secteur de la sécurité, y compris la lutte contre les crimes transnationaux

- Les services de police, de justice et de santé ont accru leurs capacités techniques grâce à la formation de 195 agents (policiers et agents de la justice, agents de santé, parajuristes) dont 77 femmes, en matière de prévention et de lutte contre les violences basées sur le genre et sexuelles, d'aide et d'assistance juridiques, d'assistance médicale et psychosociale aux niveaux national et local (Bamako et Gao). Le personnel formé utilise déjà les compétences acquises pour les cas de violence sexuelle, améliorant ainsi la qualité des services fournis aux survivantes. Le centre « guichet unique » géré par la Police nationale à Bamako est fonctionnel, héberge et prend en charge les victimes. L'unité genre de la Police à Gao a amélioré ses capacités opérationnelles grâce aux équipements fournis ;
- 775 membres (dont 82 femmes) des forces armées et de sécurité (Officiers, Sous-Officiers, hommes de rang) qui ont renforcé leurs capacités sur le droit international humanitaire, les droits humains et la protection des femmes et des filles. Ils disposent tous des outils pratiques dont le code de conduite du soldat. Les sessions ont été organisées à Sikasso et Ségou par l'Etat Major Général de l'Armée avec l'appui d'ONU Femmes ;
- Pour une première fois depuis le début de la crise de 2012 au Mali, les recommandations des enquêtes de la DDHP ont permis de motiver la descente d'une équipe d'enquête pluridisciplinaire conduite par le procureur militaire y compris des médecins légistes pour l'exhumation de 12 corps pour des compléments d'enquêtes ;

- Les enquêtes conduites par la DDHP ont également permis de diminuer les abus graves de violation des droits de l'homme commises sur les populations civiles dans la région de Ménaka, la région de Gao particulièrement dans le cercle d'Ansongo par les groupes armés opérant dans cette zone sur les populations civiles.
- 34 évaluations des risques en 2018 ont été effectuées relativement à la mise en œuvre de la politique de diligence voulue en matière des droits de l'homme. Celles-ci ont donné lieu à des recommandations de mesures d'atténuation dans 27 cas.

**Produit 1.4** : Réduction des risques explosifs : Les risques explosifs sont réduits à travers une capacité nationale et communautaire renforcée

- 152 villages potentiellement contaminés ont été inspectés et plus de 500 restes explosifs de guerre détruits.
- 65,229 personnes ont été sensibilisées aux risques posés par les engins explosifs dans les régions de Gao, Tombouctou, Mopti et Kidal.
- Des messages de sensibilisation ont été diffusés en cinq langues nationales à travers les radios locales.
- 100% des victimes d'engins explosifs recensées ont été orientées vers une assistance appropriée, et 123 victimes ont reçu une assistance sur la base de leurs besoins.
- Une organisation de la société civile malienne, Appui pour les populations rurales du Mali (AAPOR), a été formée et accréditée à la mise en œuvre d'activités de lutte antimines humanitaires
- Le Service de lutte antimines (UNMAS) a continué d'assurer la coordination du Groupe de travail de lutte antimines humanitaire, sous l'égide du Groupe Sectoriel de Protection.
- 100 éléments des Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM) ont été formés aux opérations de neutralisation et destruction des engins explosifs.
- En Septembre et Décembre 2018, des instructeurs des FDMS ayant déjà complété un programme de formation dans la gestion de risques explosif ont délivré pour la première fois deux séries de formation de neutralisation d'engins explosifs de niveau 1 (EOD1- Explosive ordonnance disposal) à leur propre personnel. L'appropriation des capacités techniques de gestion des risques explosifs par les autorités nationales est primordiale pour garantir la durabilité des efforts de stabilisation.
- Une capacité d'intervention contre les engins explosifs improvisés a été supportée au sein du Centre national de coordination et d'opérations de neutralisation et destruction des engins explosifs (CCO) situé à Bamako. Les équipes d'intervention de la Police Nationale formées par UNMAS ont réussi à faire face à la menace explosive à Bamako pour mieux protéger les citoyens maliens, avec 21

interventions de réponse réalisées en 2018. Les équipes EOD de Force de Défense Maliennes formées par MINUSMA/UNMAS ont mené au moins 40 interventions de neutralisation d'engins explosifs dans le centre et le nord du pays en 2018, en démontrant du progrès dans le développement des capacités et l'appropriation nationale.

- 9 armureries et sites de stockage d'armes et de munitions ont été construits ou réhabilités et 134 personnels des FDSM ont été formés à la gestion sécurisée des armes et des munitions, dont 19 formateurs pour assurer le transfert des connaissances au sein des forces maliennes et prévenir le détournement d'armes et de munitions des stocks de l'armée malienne qui minent la sécurité et l'état de droit au Mali.
- 253 enfants (75 sorties des groupes armés et 178 enfants non accompagnés et séparés) ont été réunifiés avec leurs familles par les DRPFEFs en collaboration avec l'UNICEF et le CICR.
- 62 dont 8 filles sortis des groupes armés ont bénéficié des services de réintégration communautaire incluant la scolarisation et les activités génératrices des revenus.
- 31 enfants détenus pour leur association aux forces et groupes armés ont été libérés suite aux efforts de plaidoyer effectués par l'UNICEF et ses partenaires.
- Plusieurs rencontres de plaidoyer entre l'UNICEF, DNPEF, DRPFEF avec les forces de sécurité nationales et internationales et les autorités judiciaires ont été réalisées pour assurer la remise systématique des enfants associés aux groupes armés appréhendés, arrêtés ou capturés pendant les opérations aux structures de protection pour une prise en charge.
- Des sessions de sensibilisations sur la prévention des violations et la protection des enfants dans les régions affectées par le conflit ont été organisées pour les éléments des groupes armés qui ont rejoint le processus DDR au Nord du Mali, les leaders communautaires (religieux, traditionnels etc.) et les membres de la société civile y compris les groupes des femmes.

## **2.2 Effet 2 : D'ici 2019, la cohésion sociale est facilitée par la justice transitionnelle, le dialogue communautaire inclusif, la culture et l'éducation pour la paix**

### **2.2.1 Progrès dans l'atteinte de l'Effet**

En 2018, les actions menées en faveur de la cohésion sociale au Mali se sont renforcées à travers : i) le renforcement des capacités dans le domaine de la justice transitionnelle ; ii) l'assistance pour la réintégration des rapatriés maliens dans les zones de retour ; iii) le renforcement des capacités des jeunes et des équipes Régionales d'Appui à la Réconciliation en matière de paix et réconciliation ; iv) la réhabilitation du patrimoine culturel matériel et immatériel.

## 2.2.2 Réalisations majeures

De façon spécifique, les réalisations obtenues avec l'appui des Nations Unies en 2018 se présentent ainsi par produit de l'effet 2 :

**Produit 2.1** : Justice transitionnelle : Les capacités techniques des institutions en charge du processus de réconciliation et de justice transitionnelle et de la société civile sont renforcées pour promouvoir la réconciliation, le droit à la vérité, à la justice et à la réparation des victimes, y compris les femmes

- Plus grande intégration des standards internationaux de protection des droits de l'homme en matière de justice transitionnelle ;
- La stratégie d'enquête de la CVJR est disponible ;
- L'antenne CVJR de Kidal opérationnelle ;
- 10 preneurs de dépositions formes dont 2 femmes ;
- 80 victimes à besoins urgents reçoivent une assistance médicale et psychologique délivrée par la CVJR et ses partenaires dont le gouvernement ;
- 76 femmes et 74 hommes ont participé des ateliers de renforcements de capacités et de réflexion sur la prise en compte du genre dans la justice transitionnelle, à Bamako, Mopti et Gao, organisés en collaboration avec la CVJR. Un état des lieux et le suivi de la mise en œuvre des activités de la CVJR est fait, de recommandations afin d'améliorer la prise en compte du genre ont été proposées. Ces rencontres ont contribué à renforcer la participation des victimes aux activités de la CVJR ;
- 50 femmes de 25 associations de Kidal et Tessalit sont informés et sensibilisés sur le mandat et la mission de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR).

**Produit 2.2** : Dialogue inter-/intra-communautaire : Les communautés disposent des capacités techniques nécessaires à la prévention et à la gestion des conflits communautaires, au renforcement de la cohésion sociale, et de créer les conditions de retour des réfugiés et déplacés

- 42 groupements d'agriculteurs et d'éleveurs de 1050 individus (dont 5778 femmes et 472 hommes) ont été pris en charge et ont reçu une formation, du matériel, une aide pour des activités de production agricole, d'élevage et d'embouche bovine et ovine ;
- 265 maisons en banco ont été réhabilitées (ces réhabilitations ont touché 1325 – dont 729 femmes et 596 hommes) ;
- 755 Cases traditionnelles distribuées (les distributions de cases traditionnelles ont bénéficié à 4000 individus – dont 2200 femmes et 1800 hommes) ;
- 2 AES (Adduction d'Eau Sommaire) ont été réalisées et desservent environ 18,000 personnes (dont 9900 femmes et 8100 hommes et leur bétail) ;

- 18 Pompes à Motricité Humaine (PMH) ont été réhabilitées et cela a permis de desservir 130374 personnes (dont 71706 femmes et 58668 hommes) ;
- 4 forages équipés réalisés à Tabankort et Temera (Gao), Kirchamba (Tombouctou) et Dioura (Mopti) ;
- 65 volontaires (20 femmes et 45 hommes) dans les 13 Communes du projet ont été formés sur les techniques d'animation et de médiation communautaire, à l'analyse des conflits, la communication non violente, le genre, l'approche « ne pas nuire ». Ces volontaires ont pu rendre un cadre environnemental au sein de leur communauté très appréciable par les activités de sensibilisation et d'information de proximité, de porte en porte. Un climat de paix et de convivialité s'est installé entre les membres des communautés et avec d'autres communautés voisines ;
- 6 initiatives communautaires pour le renforcement de la cohésion sociale ont été financées dans les Cercles de Tenenkou (2) et de Macina (4). A travers ces initiatives, une prise de conscience des populations a été constatée par la prise en compte de l'intérêt général par rapport à l'intérêt individuel. Les populations se sont rendu compte que la prise en compte des aspirations de toutes les couches sociales est gage de la paix et du développement de leur communauté ;
- 792 femmes membres des mécanismes de paix ont été formées sur la R.1325 et connexes, le leadership, la participation à la vie publique et le plaidoyer (351 femmes à Tenenkou et 441 femmes à Macina). Une prise de conscience s'est installée chez les femmes formées et la réclamation de leurs droits dans la prévention, la participation et le règlement des conflits communautaires et intercommunautaires est aussi de leur ressort. Leur implication a aussi permis aux hommes la reconnaissance de leur rôle dans la durabilité des conflits résolus ;
- Une large campagne d'information des communautés de Macina a été réalisée avec l'URTEL sur la diffusion des messages sur la paix. Une autre campagne est en cours dans le Cercle de Tenenkou avec la radio "Beldhohoré". Les communautés se sont senties concernées à travers des messages conçus en fonction de leur réalité et de leur milieu et chacun s'est investi dans la prévention des conflits à travers des actes de notification auprès des membres des mécanismes de paix issus de leur communauté ;
- 1196 membres des mécanismes (593 hommes, 503 femmes, dont 40% de jeunes) ont été informés sur l'Accord de paix et la R.1325 ;
- 2 rencontres ont été réalisées à Tenenkou et Macina sur l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali avec les populations regroupant des hommes et des femmes. Ces rencontres ont pu permettre aux populations d'avoir une connaissance sur un document qui était méconnu au sein des communautés. Une compréhension commune a pu se dégager dans la compréhension sur la territorialité de cet accord et l'implication des hommes et des femmes est gage de la réussite des résultats escomptés ;

- 3 cases de la paix sont en cours de construction dans les Cercles de Ménaka (Ménaka), Bourem (Temera) et Goundam (Tonka). Ces cases de la paix à l'instar d'autres anciennes a démontré l'impact des femmes dans le processus de la paix et de la cohésion sociale. Elles sont presque finies et vont être remises aux femmes pour des actions d'informations et de sensibilisation. 9 animatrices sont déjà formées sur les thématiques paix et cohésion sociale, VBG qu'elles développeront dans ces cases de la paix des femmes.

**Produit 2.3** : Education à la culture de la paix : Les capacités techniques et matérielles des institutions en charge de l'éducation (et les Organisations de la Société Civile sont renforcées pour la promotion de l'éducation à la culture de la paix et droits de l'homme

- Formation de 370 jeunes en communication interpersonnelle et en Education à la Culture de la Paix sur la corrélation thématique Jeunesse, Civisme et Citoyenneté et autres modules de formation, notamment Genre et paix, conflits, culture de la Paix, Communication interpersonnelle, Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du Processus d'Alger ;
- 250 jeunes recrutés dans les régions de Ségou et de Mopti et formés en éducation à la paix et au vivre ensemble dans la perspective de sensibiliser leurs pairs ;
- 01 campagne de sensibilisation à la citoyenneté et au civisme liée à la prévention des violences électorales réalisée ;
- 60 jeunes sensibilisés à la culture de la paix et au vivre ensemble dans le cadre d'un tournoi de football interrégional ;
- 04 formations organisées pour les ERAR et les collectivités locales et communales sur l'éducation à la culture de la paix et le vivre ensemble, la migration irrégulière, les droits de l'homme, le genre et le développement ;
- 85 enseignants, formateurs, volontaires et maîtres de medersa formés sur les méthodes d'éducation à la culture de la paix dans les régions de Ségou et de Mopti ;
- Janvier 2019 : sensibilisation d'env. 500 jeunes dans les écoles coraniques et centre d'éducation non-formelle à Ségou et Mopti.

**Produit 2.4** : Patrimoine culturel : Le patrimoine culturel matériel et immatériel endommagé est réhabilité et des outils pour la promotion de la diversité et des expressions culturelles sont élaborés

- Finalisation des travaux réhabilitation des mosquées Sidi Yahia et Sankoré à travers le renforcement du minaret et des pieds du mur de Sidi Yahia et l'organisation du crépissage collectif de Sankoré ;
- Revitalisation du Musée municipal, du Musée Al Mansour Korey de Tombouctou et du Musée du Sahel de Gao : Les activités ont consisté principalement à mettre



en état, les bâtiments, à monter de nouvelles expositions et à organiser les réserves pour sécuriser les objets non exposés ;

- Finalisation des travaux du Lot1 notamment l'aménagement de la place de l'indépendance, et du Lot2 qui concerne réalisation des anneaux métalliques destinés à supporter le cavalier Al-Farouk en bronze. La confection de la statue a été finalisée en septembre 2018 et acheminée à Tombouctou. Elle a été réalisée au Burkina Faso par l'artisan Ky Siriki ;
- Réalisation de l'étude architecturale de la mosquée de Djenné et élaboration d'un dossier technique pour l'intégration d'un système d'électrification solaire afin de réduire le coût d'électricité ;
- Elaboration et validation des nouveaux Plans de Gestion et de Conservation des 4 sites du patrimoine mondial au Mali avec la participation des communautés locales et responsables ;
- Formation continue du personnel civil et militaire de la MINUSMA sur l'importance de la protection et du respect du patrimoine culturel Malien.

## **2.3 Effet 3 : Les institutions étatiques, nationales et locales, exercent de manière plus efficace leurs missions de service public et les acteurs non étatiques participent et assurent le contrôle citoyen en conformité avec les principes de bonne gouvernance et d'État de droit**

### **2.3.1 Progrès dans l'atteinte de l'Effet**

Dans le domaine de la gouvernance, l'index Mo Ibrahim a connu une légère régression, allant de 51,9 en 2017 à 50,1 en 2018, classant le Mali au 28ème rang sur 54 pays.

Le taux de satisfaction des populations par rapport au service public, particulièrement dans le domaine de la justice, est de 47% en 2018 contre 29,4% en 2017.

L'assistance des Nations Unies dans le domaine de la Gouvernance en 2018 a contribué à soutenir le processus électoral à travers des appuis techniques, et financiers. Elle a permis également : i) d'améliorer les capacités de fourniture des services sociaux de base et de maîtrise d'ouvrage des Collectivités Territoriales dans certaines communes ; ii) de renforcer les systèmes nationaux et sectoriels d'information statistique (annuaire sectoriel, base de données Malikunnafo) en vue d'offrir aux décideurs et utilisateurs des statistiques actualisées sur la situation socioéconomique du pays.

### 2.3.2 Réalisations majeures

Les principales réalisations au titre de l'année 2018 se présentent ainsi par produit de l'effet 3 :

**Produit 3.2** : Les capacités de l'Etat, des OGE et OSC sont renforcées en vue de l'amélioration de la crédibilité des processus électoraux et d'une plus grande participation, notamment des femmes et des jeunes.

- Soutien effectif apporté pour la tenue de l'élection présidentielle de juillet 2018 ;
- Operations électorales appuyées avec le déploiement et suivi du matériel à tous les niveaux ;
- 22 Conseillers électoraux déployés auprès des 11 Gouvernorats au Mali (9 femmes et 13 hommes), formation 65 techniciens chargés d'appuyer les commissions locales de centralisation des opérations électorales ;
- 15 Organisations de la Société Civile pour la réduction sensible des violences avant, pendant et après les élections ;
- Un « Agenda des Femmes du Mali » a été produit en partenariat avec plusieurs acteurs impliqués dans l'accompagnement des femmes dans le processus électoral dont ONU Femmes sous le lead du MPFEF. La finalisation/production de ce document est le résultat d'une collaboration soutenue entre la MINUSMA (Division Affaire Politique et Genre) ; National Democratic Institute (NDI), Enda Tiers Monde ; ONU Femmes, et le GP/DCF. L'Agenda restera un document de plaidoyer pour les organisations de la société civile et le ministère en charge du genre pour les prochaines échéances électorales à venir ;
- Les capacités de 300 000 personnes dont environ 55% de femmes ont été renforcées sur le processus électoral, sur la loi électorale, l'utilisation de la carte d'électeur, la recherche du bureau de vote, l'organisation de l'élection présidentielle ;
- 42 058 personnes touchées par les activités de sensibilisation dans les cars sur les différents axes ;
- 900 exemplaires des dépliants et affiches grands formats produits dans le cadre de la communication et de dissémination de la Loi N°052/2015 dans le pré campagne des élections législatives de 2018 dans les 10 régions et le District de Bamako ;
- 29 organes de presse ont renforcé leur connaissance sur la participation politique des femmes
- 1 000 000 de citoyens et de citoyennes ont été sensibilisés sur la participation politique des femmes ;

**Produit 3.3 :** Les stratégies et plans d'action disponibles sont opérationnalisés pour l'approfondissement de la décentralisation et la consolidation de la gouvernance locale

- Le logiciel de gestion budgétaire et comptable des collectivités (GBCO) a été approuvé par les CT pilotes et le gouvernement à travers le ministère des finances (trésor) a émis la volonté d'adopter le logiciel et le fusionner/interfaçage avec le logiciel national Colloque aux fins de servir le transfert et gestion des CT en collaboration avec la DGCT ;
- Formation de 128 agents des services techniques et des collectivités dont 7 femmes sur la base OISE ;
- 1195 membres des organisations de la Société Civile, comités de gestion sur la gestion des infrastructures dont 546 femmes ;
- 10 communes ont été appuyées dans l'élaboration de leur PDESC (Ngara, Fani, Kazangasso, Barmandougou, Sourountouna, Ouan, Fangasso, Yorosso, Koumbia et Boura) ;
- 434 agents dont 11 femmes impliquées dans la mobilisation et la gestion des ressources financières ont été renforcés sur la GBCO ;

**Produit 3.4 :** Les capacités des institutions publiques (au niveau national, régional, sectoriel) pour la planification et la programmation axée sur l'évidence, le S&E et la production des données statistiques comparables et désagrégés sont renforcées

- La base de données (indicateurs et données) Malikunnafofi est mise à jour et offre aux décideurs et utilisateurs des statistiques actualisées sur la situation socio-économique du pays avec 565 indicateurs renseignés ;
- Le Bulletin statistique 'Femme Enfant' 2017 est disponible et diffusé auprès des utilisateurs ;
- Le rapport final et les supports de communication sur la MICS 2015 a été distribuée auprès de l'ensemble des structures du Système Statistique National ;
- Les capacités de 34 agents du Gouvernement (dont 6 femmes) de la région de Sikasso ont été renforcées sur les procédures HACT (Approche Harmonisée de Transferts de Fonds) pour renforcer la gestion des risques et des résultats du programme ;
- Plus de 129 acteurs (dont 38 du gouvernement, 23 des OSC et association de jeunes, et 11 des agences SNU) ont été formés et sont capables d'identifier et analyser les tendances, défis, risques et opportunités majeurs et tendances attendues pour les enfants et jeunes au Mali dans les prochaines années ;
- Plus de 65 acteurs (dont 11 du Gouvernement, 7 des OSC et 6 des agences SNU) ont été formés et sont capables de mettre en œuvre les principes de la programmation basée sur les risques ;

- Les capacités de 30 cadres issus de 20 structures du gouvernement chargées de la planification, du suivi et de l'évaluation des politiques publiques et de 3 universités et instituts de recherche ont été renforcées en matière d'évaluation des politiques publiques.

**Produit 3.5 :** Les capacités des organisations de la société civile et des médias sont renforcées en vue d'améliorer le contrôle citoyen, la redevabilité des institutions et la participation des femmes et des jeunes dans la vie publique

- Tenue du Forum des Organisations de la Société Civile.

**Produit 3.6 :** Le fonctionnement des Institutions judiciaires et pénitentiaires et des organes de lutte contre l'impunité est amélioré sur toute l'étendue du territoire national dans un cadre juridique réformé conforme aux principes de l'Etat de droit

- 24 infrastructures de la chaîne pénale ont été réhabilitées dont 3 palais de Justice (Ansongo, Ménaka et Bourem), 11 logements de juges (Tombouctou/2, Niafouké, Gao, Mopti, Ansongo, Ménaka, Bourem), 4 Bureaux d'assistance juridique et judiciaire (Ansongo, Ménaka, Bourem et Mopti), 2 commissariats de police (Mopti et Ansongo) et 4 maisons d'arrêt (Gao, Gourma Rharous, Ansongo et Ménaka).

**Produit 3.7 :** Les mécanismes nationaux formels et informels de promotion et de protection des droits Humains disposent des capacités institutionnelles et techniques pour mieux accomplir leurs missions en conformité avec les standards internationaux

- Elaboration d'une note conceptuelle pour la mise en œuvre d'un sous-système de protection de l'enfant ;
- Existence d'un avant-projet de loi sur les VBG en instance d'adoption par le Gouvernement.
- Adoption de la stratégie Nationale de l'Etat Civil par le Gouvernement en Aout 2018.

## **2.4 Effet 4 : D'ici 2019, les populations, en particulier les femmes et les enfants les plus vulnérables et celles affectées par les crises, ont un accès accru et équitable et utilisent les Services Sociaux de Base de qualité**

### **2.4.1 Progrès dans l'atteinte de l'Effet**

Dans le cadre de la santé, l'accouchement assisté par un personnel qualifié s'est amélioré, il a passé de 32,08% en 2017 à 67 % en 2018. La prévalence contraceptive (20,01% en 2017) moderne est moins élevée en milieu rural qu'en milieu urbain. Parmi les femmes en union, cette prévalence est estimée en 2018, à 21 % en milieu urbain contre 15 % en milieu rural. Chez les femmes qui ne sont pas en union mais qui sont sexuellement actives, elle de 44 % en milieu urbain contre 27 % en milieu rural.

### **2.4.2 Réalisations majeures**

De façon spécifique, les réalisations obtenues avec l'appui des Nations Unies en 2018 se présentent ainsi par produit de l'effet 4 :

**Produit 4.1** : Les femmes, enfants et jeunes, en particulier les plus vulnérables utilisent un paquet intégré de services de santé de qualité

- 73% des naissances ont été assistées par des professionnels qualifiés dans les zones géographiques bénéficiant du soutien de l'UNICEF ;
- L'élimination du tétanos maternel et néonatal a été validée dans six régions du pays ;
- Le nombre d'enfants de moins d'un an ayant reçu le DTC3 est passé de 487 270 en 2017 à 549 896 en 2018 ;
- Un mécanisme d'interopérabilité multipartite pour l'enregistrement des statistiques de l'état civil (CRVS) a été mis en place ;
- La gestion communautaire des maladies de l'enfant a été étendue pour inclure les soins ombilicaux du nouveau-né ;
- Les Journées nationales de vaccination contre la poliomyélite (JNVs) pour l'année 2018 a été organisé en 2 phases et 7.501.581 enfants de moins cinq ans vaccinés. La surveillance des paralysies flasques aiguës a été renforcée à travers l'utilisation des nouvelles technologies, Aussi 3143 visites de sites de surveillance épidémiologiques ont été effectuées, 56 prélèvements effectués dont 18 se sont avérés négatifs ;
- Les capacités nationales pour une gestion plus rationnelle des vaccins et de la vaccination ont été renforcées à travers l'introduction du concept Efficacité Total des Systèmes au sein du programme Elargi de Vaccination (PEV). Le Plan Pluriannuel Complet (PPAc) 2017-2021 a été réalisé et disséminé ;

- 16 350 PVVIH dont 1 165 enfants et adolescents ont été dépistés et mis sous traitement. Le renforcement des capacités avec la formation sur la technique de DBS (prélèvement d'échantillon de sang sur papier buvard) de 30 prestataires des 30 sites (15 publics et 15 communautaires) a été réalisé. Le SNU a soutenu le pays pour initier la phase pilote de l'enquête sur la pharmaco-résistance et la mise à jour des plans stratégique national et de suivi-évaluation pour la lutte contre la tuberculose avec leur extension jusqu'en 2020 et ceux du programme national de lutte contre le paludisme ;
- Dotation de 40 districts sanitaires et Hôpitaux en Kits d'urgence SR ;
- Dotation de la commune de Mondoro (Douentza) en kits d'urgence SR (kits d'accouchement ....) et autres ME ;
- Dotation de 20 districts sanitaires en équipement SONU dans la région de Sikasso ;
- Renforcement des capacités de 40 sages-femmes en SONU ;
- Pré positionnement dans tous les districts sanitaires et hôpitaux des régions de nord et du centre en kits d'urgence SR (169 kits d'urgence SR du N°1 au 12) ;
- 3184 kits de Dignité distribués aux populations déplacées dans toutes les régions du nord (Kidal, Ménaka, Gao, Tombouctou, Taoudéni et du centre (Ségou et Mopti)
- 32519 personnes dont 12678 femmes ont été sensibilisées et formées à travers des activités psychosociales et communautaires ;
- 80 agents socio-sanitaires ont bénéficié de renforcement de capacités sur le GBVMIS, la gestion des cas, la prise en charge clinique et psychologique des cas de VBG ;
- 20 techniciens et experts nationaux ont été formés en cartographie appliquée au RGPH, en traitement de données de recensement et en recensement hybride ;
- 30 prestataires de santé et de prise en charge psychosociale formés sur les questions d'égalité de genre, l'accueil et la gestion des cas de VBG ;
- 186170 malnutris modérés ont bénéficié de traitement nutritionnel dont 139876 enfants de de 6-59 mois et 46294 femmes enceintes/allaitantes soit respectivement 61% et 149% de réalisation. Le pourcentage élevé pour les femmes s'explique par une sous-estimation lors de la planification ;
- Le Blanket Feeding a été mise en œuvre pendant la période de soudure et sur 197000 bénéficiaires planifiés, 212575 ont été assistés dont 142113 enfants de 6-23 mois et 70462 femmes enceintes/allaitantes soit 108% de réalisation ;
- 12861 enfants de 6-23 mois et 5961 femmes enceintes/allaitantes ont bénéficié de l'assistance de la période allant d'octobre-décembre 2018.

**Produit 4.2** : Les populations, en particulier les plus vulnérables ont accès à des services de qualité de prévention et de prise en charge du VIH et du Sida

- 34 819 jeunes et adultes sensibilisés et 12 681 dépistés dont 42 positifs ;

- 356 femmes enceintes et 189 enfants dépistés séropositifs sont mis sous ARV ;
- 1921 patients sont mis sous ARV ;
- 453 enfants malnutris dépistés dont 4 positifs mis sous ARV ;
- Equipement de 11 centres de santé, (ii) appui à la mise en œuvre du plan de communication régional SRAJ, (iii) Formation de 40 enseignants en SRAJ, (iv) réalisation des activités de sensibilisation à la radio, (v) Mise en place d'espaces sûrs dans le district de Koutiala ;
- Le pourcentage de femmes enceintes séropositives au VIH ayant reçu des ARV durant leur grossesse est passé de 34,8% (2379/6841) à 75% (5294/7058) ;
- Le pourcentage des PVVIH sous ARV de 34,7% (37 902/ 109 131) a atteint 50,2 % (53895/107436) ;
- Le pourcentage des sites ARV en rupture de stock de médicaments antirétroviraux a baissé de 26,4% (19/72) à 12% (98/817) ;
- Plus de 281 nourrissons exposés au VIH ont été testés (en à peine quatre mois) et un traitement antirétroviral a été initié pour 30 enfants séropositifs ;
- Appui à la campagne de sensibilisations en faveur de la police malienne, des ex-combattants, des forces armées maliennes et leurs dépendants. Au total 4770 policier, ex-combattants, militaires et leurs dépendants ont été sensibilisés et 2798 ont été dépistés ;
- Appui à l'organisation de trois campagnes de sensibilisations sur le VIH et la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits en faveur des femmes et filles dans les « cases de la paix pour les femmes » à Gao, Mopti, Tombouctou et Aguelhok (Région de Kidal). Au total 1679 personnes ont été sensibilisées et 1272 ont été dépistées ;
- Appui à l'organisation de 04 sessions de formations et campagnes sur la prévention du VIH et la lutte contre la stigmatisation et la stigmatisation liées au VIH en faveur des organisations de la société civile, les populations clés et les personnes vivants avec handicap à Gao, Mopti et Tombouctou. Au total 110 personnes ont été formées, 1593 ont participé aux sensibilisations des masses et 884 ont été dépistés.

**Produit 4.3** : Les mères et les enfants, particulièrement les plus vulnérables ou affectés par les crises alimentaire et nutritionnelle, bénéficient d'un paquet complet d'interventions nutritionnelles au niveau des communautés et des services

- 5 114 695 enfants de 6-59 mois ont reçu deux doses de vitamine A lors des campagnes ;
- 689 GSAN mis en place à Sikasso et Mopti ;
- 1,719 (53%) des prestataires de santé cibles sont formés sur le nouveau protocole de PCIMA dans 35 DS ;



- 146,286 enfants malnutris aigus sévère (54% de filles) traités au niveau national soient 90% des cas initialement attendus en 2018. Le taux de guérison est de 91,56%, le taux d'abandon de 7,82% et le taux de décès de 0,63%. Ce qui est en conformité avec les normes SPHERE en termes de qualité ;
- Une enquête SMART a été réalisée en aout-Septembre 2018 et a permis de mettre à jour la situation nutritionnelle du pays et d'alimenter la planification pour 2019 ;
- 186 170 malnutris modérés ont bénéficié de traitement nutritionnel dont 139876 enfants de de 6-59 mois et 46294 femmes enceintes/allaitantes soit respectivement 61% et 149% de réalisation ;
- Le Blanket Feeding a été mis en œuvre pendant la période de soudure et sur 197000 bénéficiaires planifiés, 212575 ont été assistés dont 142113 enfants de 6-23 mois et 70462 femmes enceintes/allaitantes ;
- 40 976 enfants hors écoles dont 22043 filles ont été réinsérés dans l'enseignement formel ;
- Formation de 1403 enseignants et agents du secteur de l'Education dont 448 femmes ;
- Renforcement de capacités de 1 292 agents du MEN dont 157 femmes
- 474 enseignants dotés en tablettes numériques pour la collecte et la remontée des données.

**Produit 4.4 :** Les enfants d'âge préscolaires et scolaires et les jeunes, particulièrement les plus vulnérables ont accès à une éducation de base de qualité

- 629 écoles ont bénéficié de l'assistance avec 162 739 dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Mopti, Gao, Ménaka, Tombouctou et Kidal
- 163 comités de gestions scolaire (CGS) ont été formés dans la gestion de la cantine et du transfert monétaire avec 1127 participants ;
- 32 écoles dans le cercle de Bandiagara ont bénéficié de la formation dans la fabrication des foyers améliorer ;
- 760 enfants dont 434 garçons et 326 filles ont bénéficié de la facilitation de l'accès à l'éducation ;
- 824 séances de causerie débats radiophoniques, 02 magazines, 06 spots et 02 tables rondes sur le genre, les violences basées sur le genre et la SARJ ;
- 136 messages radiophoniques sur la disponibilité des services en langues locales, Bambara, Peul, Bozo, Sonrai, Senoufo afin d'informer les communautés sur l'existence du numéro vert et les encourager à son utilisation ;
- 100 villages des régions de Koulikoro et Sikasso ont adopté des sanctions contre les VBG afin de montrer leur adhésion et soutien à l'adoption de la loi contre les VBG ;

- 100 villages des régions de Koulikoro et Sikasso ont mis en place des comités d'éveil sur les VBG composés des chefs de village, leaders religieux, leaders traditionnel, représentante des femmes, représentant des jeunes afin d'accentuer la prévention des actes de VBG ;

**Produit 4.5 :** Les groupes vulnérables (jeunes filles, garçons et femmes) bénéficient de protection et de prise en charge adéquate contre les violences, abus et exploitation

- Mise en place de 3 one stop center à Bamako, Koulikoro et Mopti (2 ONE STOP Center intégrées au sein des structures sanitaires de Bamako et Mopti et 1 ONE STOP CENTER intégré au sein de la maison de la Femme de Koulikoro) ;
- Mise en place de place d'un pool de formateurs sur la gestion des cas, la prise en charge des Viols ;
- Mise en place d'un système de référencement dans toutes les régions ;
- Mise place d'un système de suivi et d'accompagnement des activités des centres de prise en charge holistiques des VBG ;
- Appui à la mise en œuvre de la réforme institutionnelle (création du programme de lutte contre excision en programme de lutte contre les VBG) ;
- Appui à l'élaboration de la déclaration des leaders religieux pour l'abandon des MGF à travers des plaidoyers de haut niveau ;
- Appui à la tenue de la table ronde sur les VBG (MGF en particulier) regroupant plusieurs acteurs de la sous-région et les leaders religieux du Mali à Bamako ;
- Opérationnalisation du GBVIMS avec 32 structures partenaires ;
- 242 villages ont abandonné la pratique de l'excision et du mariage des enfants ;
- 824 séances de causerie débats radiophoniques, 02 magazines, 06 spots et 02 tables rondes sur le genre, les violences basées sur le genre et la SARJ ;
- 136 messages radiophoniques sur la disponibilité des services en langues locales, Bambara, Peul, Bozo, Sonrai, Senoufo afin d'informer les communautés sur l'existence du numéro vert et les encourager à son utilisation ;
- 100 villages des régions de Koulikoro et Sikasso ont adopté des sanctions contre les VBG afin de montrer leur adhésion et soutien à l'adoption de la loi contre les VBG ;
- 100 villages des régions de Koulikoro et Sikasso ont mis en place des comités d'éveil sur les VBG composés des chefs de village, leaders religieux, leaders traditionnel, représentante des femmes, représentant des jeunes afin d'accentuer la prévention des actes de VBG ;
- 03 comité de référence des structures de prise en charge comme la santé, la sécurité, la justice et le psychosociale des personnes survivantes de VBG ont été mis en place dans les cercles de Banamba, Kolokani et Dioila dans la région de Koulikoro ;

- 05 structures de la police nationale ont bénéficié de matériels bureautiques et informatiques afin d'améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge des cas de VBG ainsi que la collecte et le partage des données sur les personnes survivantes de VBG ;
- 151 femmes et filles survivantes de VBG ont bénéficié de la prise en charge holistique de leurs besoins dans les régions de Koulikoro et Sikasso. Parmi elles, 80 ont mis en place des activités génératrices de revenus (AGR) afin de pouvoir subvenir à leurs besoins ;
- 194615 personnes dont 85432 femmes / filles et 109 183 hommes /garçons ont amélioré leurs connaissances sur les questions d'égalité de genre, de violences faites aux femmes et filles et sur les droits humains suite aux sessions d'informations/sensibilisation et plaidoyer dans les régions de Koulikoro, Ségou, Sikasso, Mopti ; Tombouctou et le district de Bamako ;
- 40 communicateurs traditionnels (25 femmes et 15 hommes) ont amélioré leurs connaissances et capacités de communication sur les thématiques de l'égalité de genre, du droit des femmes et des VBG et ont animé 60 sessions de sensibilisation qui ont touchée 2355 personnes dont 302 hommes et 1585 femmes dans les communes de Douentza et Konna dans la région de Sikasso ;
- 30 jeunes membres de 03 associations ont bénéficié de renforcements de leurs capacités sur le genre, les VBG et les droits humains afin de les impliquer davantage dans la prévention et la divulgation des cas de VBG.

**Produit 4.6** : Les groupes vulnérables bénéficient de services de protection sociale adéquate

- Le registre social unifié de la protection sociale est mis en place : les données de 220 583 ménages indigents (soit 71%) sur un total de reprise de données tous programmes confondus de 308 669 ménages insérés dans la base des données du RSU ;
- 9 981 familles ont été pris en charge (1111 enfants de moins de 5 ans) dans les régions de Sikasso et Mopti ;
- Assistance alimentaire à plus de 160 000 personnes en insécurité alimentaire pendant la période de Pré-soudure Mars à Mai ;
- Assistance alimentaire à plus de 600 000 personnes en insécurité alimentaire pendant la période de soudure Juin à Septembre ;
- Plus de 162 000 personnes vulnérables ont été assistées à travers les activités de création d'actifs communautaires avec 1 000 tonnes de vivres et 3,3 millions de dollars US ;
- 629 écoles ont bénéficié de l'assistance avec 162 739 dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Mopti, Gao, Ménaka, Tombouctou et Kidal ;

- 163 comités de gestions scolaire (CGS) ont été formés dans la gestion de la cantine et du transfert monétaire) avec 1,127 participants ;
- 32 écoles dans les cercles de Bandiagara ont bénéficié de la formation dans la fabrication des foyers améliorés ;
- Assistance monétaire à 5059 rapatriés dont 2285 enfants et 2774 adultes.

## **2.5 Effet 5 : Les populations défavorisées particulièrement les femmes et les jeunes, bénéficient de capacités et d'opportunités productives accrues, dans un environnement sain et durable, favorable à la réduction de la pauvreté**

### **2.5.1 Progrès dans l'atteinte de l'Effet**

La prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages en 2018 est de 19,1% dont 2,6% en insécurité alimentaire sous la forme la sévère. Ce taux est en baisse comparé à 2017 (20%). Les régions avec le niveau le plus élevé d'insécurité alimentaire sont par ordre d'importance Kidal (46,7%), Mopti (34%), Gao (28,4%), Tombouctou (24,7%).

Le Mali a enregistré une baisse du taux de croissance économique, 4,7% en 2018 contre 5,5% en 2017. Quant à l'incidence de la pauvreté il a baissé entre 2017 et 2018, passant de 46,8% à 43,8 %. La prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages en 2018 est de 19,1% dont 2,6% en insécurité alimentaire sous la forme la sévère. Ce taux est en baisse comparé à 2017 (20%). Les régions avec le niveau le plus élevé d'insécurité alimentaire sont par ordre d'importance Kidal (46,7%), Mopti (34%), Gao (28,4%), Tombouctou (24,7%).

Le Mali a enregistré une baisse du taux de croissance économique, 4,7% en 2018 contre 5,5% en 2017. Quant à l'incidence de la pauvreté il a baissé entre 2017 et 2018, passant de 46,8% à 43,8 %.

### **2.5.2 Réalisations majeures**

Les réalisations majeures au titre des appuis des Nations Unies en 2016 pour réaliser les produits de cet effet concernent :

**Produit 5.1 : Les populations défavorisées et les exploitations familiales bénéficient de compétences techniques, de moyens et d'activités génératrices de revenus pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.**

- 01 unité de transformation de produits forestiers non ligneux installée et équipée au profit de 1200 femmes dans la commune de Faragouaran (cercle de Bougouni) ;
- 30 femmes formées sur les techniques de transformation, conservation et conditionnement des produits forestiers non ligneux ;
- 200 jeunes ont été installées dans les filières sésame, fonio et riz dans les régions de Sikasso et Ségou dans le cadre de la création d'emploi décent ;

- Installation de 03 centres de collecte de lait et de 10 unités d'embouche (régions de Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka) ;
- 4340 femmes rurales ont acquis des semences améliorées (pommes de terre, oignon, échalotte) plus résiliente au changement climatique ;
- 25,5 tonnes de Bio amendement produits et mis à la disposition des femmes qui ont été aussi formées dans la production de Bio amendement ;
- 43 participants dont 30 femmes issus des groupements partenaires, 9 représentants d'entreprises acheteuses, 3 agents d'ONG partenaires d'accompagnement et un (1) agent de structure partenaire ont été formés sur les normes de qualité selon les exigences de la clientèle ;
- 106 femmes ont été formées sur les bonnes pratiques de production d'amandes de karité améliorées dans la région de Ségou et Koulikoro ;
- 596 bénéficiaires de groupements agricoles de 26 villages ont acquis de nouvelles compétences sur l'Entrepreneuriat, le calcul du coût de production et de commercialisation l'accès aux marchés et l'agriculture contractuelle ;
- 28 bénéficiaires ont été mis en relation avec les acheteurs potentiels dans la cadre de l'opérationnalisation de la plate forme Buy From Women ;
- 10 organisations de groupements productrices d'amandes de Karité ont signé 10 contrats avec une entreprise Privé qui compte installer une usine de transformation de beurre de karité pour l'export dans le cadre de l'initiative pilote d'appui au projet karité. Les contrats d'achat portent sur 297 tonnes pour une valeur monétaires de 44 550 000 F CFA. La plateforme numérique Buy From Women est conçue pour faciliter l'accès des femmes aux marchés ;
- Assistance alimentaire en nature à plus de 164 000 personnes en insécurité alimentaire avec 10 854 tonnes de vivres ;
- Transferts monétaires inconditionnels à plus de 532 000 personnes en insécurité alimentaire avec 27 600 903 USD ;
- Renforcement de capacités de 41 Organisations Paysannes constituées environ de 64 000 petits producteurs en Technique de production du compost, Planification Saisonnière Moyens d'Existence, Technique de maraichage et protection des cultures, Production fourragère, l'alimentation ;
- 3 produits financiers novateurs consolidés (warrantage, micro leasing, Crédit Epargne avec Education) ;
- Suivi effectif des 714 GD dans les zones d'extension AFRIMA ; L'accès au crédit a été facilité au bénéfice de 436 groupes dont 294 groupes de femmes ;
- 3 SFD concernés ont été dotés en logiciel et équipements accessoires ;
- Projet d'expérimentation de SFN au sein de PIYELI ET SORO YIRIWASO est réalisé et concluant ;
- Des appuis financiers ont été mis à la disposition des 2 SFD AFIRMA concernés (NAYRAL NEF, FANTANJIGIFASO) pour la tenue des formations ;

- 2 SFD concernés ont reçu des appuis prévus à leur demande pour la maintenance informatique.

Produit 5.2 : Les structures étatiques, le secteur privé, la diaspora et la société civile disposent de compétences techniques et de moyens pour améliorer les capacités productives et commerciales pour impulser une croissance verte et inclusive.

- 259 acteurs dont 70 femmes formées dans le domaine de la chaîne de valeur riz (régions de Kayes, Ségou, Sikasso, Mopti). Ces acteurs regroupent les producteurs, les transformateurs, les commerçants, les transporteurs et autres (agents d'encadrement et chercheurs) ;
- 767 producteurs dont 98 femmes ont été appuyés (en semences, engrais, formation) pour la production de riz paddy ;
- 181 producteurs dont 28 femmes ont été appuyés (en semences, engrais, formation) pour la production de semences de riz ;
- 543 producteurs ont appliqué les meilleures pratiques éprouvées des technologies de production améliorées sur une superficie de 216,43ha avec une production totale de 1 032,66 tonnes ;
- Capacités techniques renforcées des acteurs de 06 filières : riz, fonio, sésame, zaban, karité, tamarin ;
- 42 femmes entrepreneures de cinq régions et 3 (trois) PME de Bamako ont été renforcé sur la traçabilité des denrées alimentaires, aux normes internationales de l'emballage et aux techniques de conservation des denrées alimentaires ;
- 13 coopératives et entreprises féminines ont reçu une formation technique sur la transformation du beurre de karité en produits cosmétiques innovants en utilisant principalement des ingrédients disponibles localement ;
- Un plaidoyer auprès du ministère des mines et du pétrole, à travers le programme IPAFE a permis d'obtenir une dérogation spéciale sur la limitation de superficie maximale d'exploitation minière. La décision ministérielle N°2018000089/MMP-SG du 27 avril 2018 relative à l'attribution de permis d'occupation des superficies d'exploitation a été adoptée en faveur de l'association AFEMINE. L'association productrice de joaillerie a donc été autorisé à obtenir un périmètre de 104 Km<sup>2</sup> au lieu de 15 Km<sup>2</sup> qui est la limite prévue par la loi malienne. Ce permis de recherche de pierres fines dans la région de Kayes permettra à l'AFEMINE d'augmenter sa capacité de production de bijoux et tout en restant autonome ;
- 1 club de jeunes femmes entrepreneurs dénommé « Maliennes Qui Entreprennent-MQE » constitué de 25 membres dont 3 promotrices qui ont bénéficié de l'appui sur la filière karité ont reçu une formation en Management/Entreprenariat ;
- 118 femmes formatrices en milieu rural du sud Mali ont été formées par le projet et ont réussi à construire 9 000 foyers et à former 1180 femmes dans 69 villages. Au-delà des aspects environnementaux que représente ce type d'action, ces



femmes ont pu générer des revenus permettant de pérenniser les actions après le projet (près de 3 000 000 FCFA de revenus durant cette saison sèche) ;

- Le site web des femmes entrepreneurs a été lancé. La plateforme a enregistré 54 entreprises féminines ;
- Une entreprise agroalimentaire US-TAKO a eu sa production de Mangues séchées certifiée BIO après soumission aux exigences du standard ECOCERT ORGANIC STANDARD. Cette réglementation basée selon le programme de certification EOS en vigueur Accréditation CO-FRAC N° 5-0074 Certification de Produits et Services permettra à cette entreprise Malienne d'exporter en Europe sa production de mangue séchée ;
- Construction de 3 cases de conservation de l'oignon et la pomme de terre ;
- 10 000 petits producteurs ont été formés sur le stockage hermétique ;
- 461 jeunes formés par les Maisons Familiales Rurales ;
- Financement de 2881 projets économiques au profit des 3137 jeunes dont 1455 femmes ;

**Produit 5.3 : La mise en œuvre des politiques nationales de création d'emplois et d'entrepreneuriat féminin favorise une meilleure insertion socio-économique des jeunes et des femmes**

- 200 jeunes emplois décents créés dans les filières riz, fonio, sésame dans les cercles de San et Yorosso ;
- 200 jeunes dont 77 femmes formés en production suivant la méthodologie JFFLS
- 40 coopératives de jeunes formalisées (cercles de San et de Yorosso) ;
- Deux (02) entreprises féminines membres de AAFEX "association des exportateurs africains") prises en charge pour leur participation au Salon International de l'Alimentation (SIAL) ;
- 10 contrats d'amandes de karité ententes de partenariats cumulant 297 tonnes pour une valeur monétaires de 44 550 000 F CFA ont été signées entre les groupes et l'entreprise Malienne ;
- Appui financier et accompagnement en matériels (kit) des AGRs de 80 jeunes entrepreneurs et 900 femmes (27 groupements) des régions de Gao et Tombouctou ;
- 24 femmes des régions de Ménaka et Taoudéni (4 groupements) ont été formées en techniques de transformation agro-alimentaire et gestion de la qualité ;
- 60 participants formés et sensibilisés sur les meilleures techniques et les meilleures pratiques environnementales de collecte des huiles usagées ;
- 500 jeunes dont 265 filles des régions de Mopti, Tombouctou, Gao et des communes III et VI du District de Bamako formés et dotés de kits ont bénéficié d'une opportunité d'emploi en vue de se procurer des revenus leur permettant de faire face à leurs besoins, contribuant ainsi à la réduction du chômage ;
- Les moyens de production de 12 groupements de femmes et 45 associations ont été renforcées à travers leur dotation en kits, équipements et en intrants offrant



ainsi des opportunités d'emplois et de revenus à 894 femmes et 539 hommes au niveau des régions de Tombouctou, Gao et Kidal ;

- Validation du rapport avec un plan de renforcement des capacités STEM, rapport disponible ;
- Mise en place d'un comité de coordination scientifique de 15 membres dont 11 femmes pour les activités de sensibilisation et d'organisation. 80 lauréates venues de 20 académies ont participé ;
- 17 jeunes universitaires des différentes universités et grandes écoles ont bénéficié de la formation des formateurs ;
- 105 élèves du collège Royal ont reçu une formation sur : le café scientifique (les STEM), la programmation, les technologies de communication, la robotique et quelques enseignants ont suivi la formation avec les élèves ;
- 97 élèves (filles et garçons) ont été sélectionnés pour participer au Camp STEM et robotique du 06 août au 08 septembre 2018 en 6 étapes : introduction aux STEM formation sur la programmation et la Robotique ; Excursions ; art ; réalisation de projets technologiques par les enfants et une cérémonie de Clôture ;
- 12 élèves (dont 4 filles et 8 garçons) ont participé à la compétition PARC 2018 qui s'est déroulée du 24 au 28 juillet au Sénégal et remporté la 1<sup>ère</sup> place avec le projet pour les déficients visuels "YELENKOURA" ;
- 250 jeunes (filles et garçons) ont participé à la formation STEM et concours robotique à la Fête des Sciences du 06 au 8 décembre 2018 ;
- Un réseau de trois centres de formation en maintenance informatique à l'endroit de 45 filles déscolarisées dans les localités de Bamako, Ségou et Mopti ;
- 02 forages réalisées dans le cadre de la promotion de l'accès à l'eau, de l'hygiène et de la salubrité en milieu scolaire dans les écoles de Darsalam et de Kalaban Coura (Bamako). Les latrines de ces deux écoles ont été également réhabilitées.

**Produit 5.4 : Les populations vulnérables bénéficient d'un meilleur cadre de vie à travers un accès durable à l'eau et un assainissement adéquat.**

- 80 participants venus des sous bassins du Bani, de la Boucle du Niger et du Delta Central (des régions de Sikasso, Mopti, Gao et Tombouctou) représentants les collectivités territoriales, services déconcentrés et usagers ont été formés sur les aspects de sauvegarde du Fleuve Niger, de ses ressources et de ses implications sur la sécurité alimentaire ;
- Implication des médias locaux, communicateurs traditionnels, leaders communautaires, chefs traditionnels dans la sensibilisation et l'éducation des usagers des villages et communes riveraines sur les dangers qui menacent le fleuve Niger pour le changement de comportement ;
- Finalisation de l'inventaire national des points d'eau dans les régions du nord : 29,339 EPDM répertoriés dans SIGMA. L'inventaire national des points d'eau a identifié 42,545 PEM, soit un écart de 13,206 PEM supplémentaires ;

- 73 unités de WASH marketing sont maintenues fonctionnelles sans appuis externes, permettant aux populations de 115 communes des régions de Koulikoro, Sikasso et Mopti d’avoir accès à des produits et services WASH (latrines améliorées, dispositifs de lavage des mains, traitement de l’eau potables) ;
- 134 points d’eau ont été réalisés/réhabilités dans les régions de Tombouctou, Taoudéni, Ménaka et Kidal ;
- 121 534 personnes ont bénéficié d’une WASH par la distribution de Kits Wash/NFI de traitement de l’eau et/ou d’un approvisionnement temporaire par camion-citerne, suite au conflit et/ou inondations dans les régions du Nord, Centre et Sikasso et Bamako ;
- 6 440 couples accompagnant-enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère <5 ans ont bénéficié de kit WASH et des sessions de promotion de l’hygiène dans les régions Mopti, Tombouctou et Taoudéni ;
- Des stocks de contingence (WASH et NFI) pour 49,585 ménages ont été pré-positionnés et sont disponibles à Bamako, Ségou, Sikasso, Mopti, Tombouctou (couvrant Taoudéni) et Gao (couvrant Kidal et Ménaka) ;
- 83 écoles ont bénéficié des standards minimums en infrastructures eau, hygiène et assainissement pour 16,412 élèves (8,577 garçons et 7,835 filles) ;
- Les conditions sanitaires ont été améliorées dans 61 centres de santé dans les régions de Gao, Tombouctou et Taoudéni (paquet minimum WASH).

**Produit 5.5:** La résilience des populations face aux changements climatiques est renforcée par la mise en œuvre des politiques de promotion de l’utilisation accrue des énergies nouvelles et renouvelables, l’efficacité énergétique par des mesures d’adaptation aux changements climatiques et de réduction des risques de catastrophes.

- 443 agropasteurs dont 30% de femmes formés à travers les CEAP sur les stratégies d’adaptation aux changements climatiques (cercles de Banamba, Niono) ;
- Un atelier de cadrage des stratégies d’adaptation des partenaires a été réalisé pour harmoniser les actions de résilience aux changement climatiques afin des renforcer les agricultrices ;
- Elaboration de 5 modules portant sur l’introduction à l’Agriculture Intelligente face au climat : Genre et agriculture intelligente face au climat ; Agriculture intelligente face au climat : techniques et approches ; Intégration de l’approche genre dans les initiatives d’Agriculture intelligente face au climat ; Femmes et développement d’entreprise dans l’Agriculture Intelligente face au climat ;
- Elaboration d’un guide sur les bonnes pratiques maraichères est élaboré pour faciliter le transfert de compétences aux bénéficiaires et autres agents d’encadrement ;

- 30 champs écoles installés au cours de cette période pour le transfert de compétence des agricultrices sur l'agriculture intelligente ;
- 28 bénéficiaires du programme (26 femmes et 2 hommes) ont acquis de nouvelles compétences en tant que formateurs sur les bonnes pratiques culturelles des cultures maraichères ;
- 3851 bénéficiaires du programme ont acquis des compétences techniques sur les techniques de production de compost, la culture d'arbres renforçant l'humidité, la protection de l'écosystème et les intérimaires techniques de production et de conservation des produits maraichers ;
- 17 tonnes de fumures organiques ont été produites permettant aux groupements d'apprendre des pratiques agroécologiques préservant l'environnement ;
- 239 membres de groupements de production d'amandes de karité ont acquis de nouvelles capacités sur les bonnes pratiques de production d'amande de karité, les règles et procédures de traçabilité pour se conformer aux normes de l'entreprise cliente Mali Shi ;
- Construction de 32 Kits 1 gambari, 3 moules fer N°10 pour la fabrication des foyers améliorés en banco ;
- Dotation de 32 écoles à cantines de kits de fabrication de foyers améliorés
- 20 compostières au profit des 280 ménages ;
- Appui à l'ANICT dans ses efforts d'accréditation au Fonds Vert pour le Climat dans le contexte de la mise à l'échelle du LoCAL
- Elaboration d'un plan de communication pour le LoCAL ;
- Réalisation d'un film documentaire sur le LoCAL ;

**Produit 5.6:** Les populations et les autres acteurs affectés par la désertification et la déforestation bénéficient de capacités accrues pour gérer de manière durable les ressources naturelles et protéger la biodiversité et les écosystèmes.

- 03 projets financés par le fonds climat Mali ;
- 120 pairs pour la paix formés sur la gestion des ressources naturelles ;
- 3250 foyers améliorés en banco fonctionnels ;
- Le plan de maillage de 400 organisations membres du réseau des prestataires établi et fonctionnel dans les 148 communes fournissant des appuis de proximité et de qualité aux OP ;
- 2000 femmes productrices ont été sensibilisées sur la mise en échelle des bonnes pratiques, réalisation et diffusion de 15 messages radiophoniques sur les bonnes pratiques GDTE dans les langues nationales du terroir ;
- 100 femmes leaders ont été outillées en techniques de plaidoyer lobbying et ont réalisé plus de 400ha de plantations d'arbres.

### 3. Résultats de « Unis dans l'action »

Au cours de l'année 2018, des résultats probants ont été enregistrés dans la mise en œuvre des services communs. Ils sont relatifs à : i) l'organisation des services ; ii) la stratégie commune des opérations (BOS) ; iii) au fonctionnement de la clinique des Nations Unies ; iv) au fonctionnement du système commun de télécommunication ; v) au fonctionnement du système commun de la sécurité ; vi) l'opérationnalisation des bureaux et services conjoints ; vii) au fonctionnement normal des sous-bureaux de Gao, Mopti, Tombouctou, Sikasso, Kayes et Kidal ; viii) au fonctionnement régulier du UN Guest house de Gao.

Au titre des résultats obtenus, on note :

- Le renforcement des mesures de sécurité au profit des staffs à travers l'évaluation régulière de la situation sécuritaire du pays, la mise en place de E-secure, l'optimisation des salles radio, la facilitation de la mission Codan afin d'améliorer la réception des communication radio sur toute l'étendue du territoire ;
- L'amélioration des prestations de la Clinique en faveur des staffs et de leurs familles grâce au renforcement de l'équipe médicale (un stress counselor) et à l'acquisition de matériels médicaux et fournitures adaptés ;
- La constitution de plusieurs groupes de travail relatifs au BOS en vue d'élaborer des LTA et autres outils pour mutualiser les moyens afin de réduire les coûts des opérations des agences ;
- L'élaboration et la validation par l'Equipe Pays des Nations Unies au Mali de la stratégie commune des opérations (BOS Mali) ;
- L'identification et la mise en œuvre des services communs prioritaires notamment dans les domaines des Achats, des Technologies de l'Information et de la Communication et des installations et hébergements ;
- Dans le cadre du suivi et du maintien des services et systèmes de communications conjoints, l'accent a été mis essentiellement sur la suite de la migration vers la radio VHF numérique (DMR) avec l'optimisation de la couverture à Bamako. Il s'est également agit de l'amélioration des communications HF à travers la formation HF de l'équipe Télécommunications et des Officiers de Sécurité de toutes les Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies au Mali (environ 60 participants), l'évaluation de la couverture HF sur le terrain et mesure correctives en cours de mise en œuvre avec l'appui du constructeur CODAN. Enfin, la mise en œuvre de l'interopérabilité entre les systèmes VHF des AFP (Mottoturbo) et MINUSMA (Tetra) a été réalisée et l'opérationnalisation est en cours. Par ailleurs l'ensemble des salles Radio des AFP et celle du SOC sont interconnectés par liaison IP afin de faciliter la coordination et la gestion intégrée des communications de sécurité ;

- L'amélioration et la sécurisation de la connectivité internet et la mise en œuvre d'une solution de téléphonie IP au niveau des Bureaux Communs des Nations Unies au niveau des régions ;
- La contribution du Networks Operations Center au dispositif commun de sécurité des Nations Unies au Mali a été la mise en œuvre de la plateforme E-Secure qui permet l'identification et la localisation du personnel, le suivi de la gestion des salles radio et des inventaires des télécommunications. Les équipes de HR interagences et de la Sécurité ont été formées à l'utilisation effective de l'outil. Par ailleurs la salle de contrôle CCTV a été renforcée par l'intégration en cours de l'UNFPA et des différents bureaux communs au dispositif du contrôle des périmètres par vidéosurveillance IP. L'Equipe technique d'appui interagences (NOC) a apporté des appuis pour des rééquilibrages électriques dans les Bureaux des Nations Unies, l'installation et la maintenance des Groupes électrogènes et des dispositifs de contrôle d'accès et de vidéosurveillance ;
- La fourniture régulière au bénéfice des agences installées dans les bureaux communs des services d'eau, d'électricité, de sécurité, de communication etc..) et cela leur a permis de travailler dans un cadre agréable à moindre coût (coûts partagés) ;
- L'appui des équipes de sécurité et du NOC de Bamako à l'ensemble des sous-bureaux (excepté Kidal qui n'a pas de bureau commun) ;
- La fourniture par des prestataires sélectionnés avec l'appui du NOC des services maintenance et d'entretien des matériels et équipement ;
- La réalisation en cours de travaux complémentaires (construction de toilettes individuelles et renforcement du mur de clôture) en vue de l'ouverture de Guest house de Gao. Les charges rapportées comprennent uniquement les loyers, le gardiennage et les abonnements d'eau et électricité.

## **4. Résultats de « Unis dans la Communication »**

En vue de coordonner les activités de communication conjointe des agences des Nations Unies et de la MINUSMA et maximiser l'impact des activités d'information publique, les principales réalisations sont les suivantes :

- Le développement du bulletin trimestriel conjoint One UN ;
- La mise en place de tasks force autour des projets conjoints : spotlight, MUSKOKA; KOIKA et PBF ;
- La mise en ligne du site web One UN [www.onumali.org](http://www.onumali.org) ;
- L'appui à la campagne ODD du Gouvernement du Mali (Mobilisation de ressources, appui technique dans la programmation de la campagne) ;

- L'organisation de la Journée internationale des Nations Unies (mobilisation des ressources, développement du concept et de la campagne médiatique, mise en œuvre) ;
- La tenue de 10 réunions plénières avec un taux de participation d'environ 70% ;
- La tenue de 10 réunions ad-hoc avec un taux de participation de plus ou moins 80% (participation ciblée) ;
- L'implication des membres dans les étapes préparatoires des activités phares moins de 30% ;
- L'approche One UN a pris forme, une dynamique d'action conjointe est de plus en plus mise en avant ;
- L'élaboration en cours des lignes directrices Communication dans « in contexte de nexus ».

Néanmoins quelques défis existent :

- La surcharge de travail des chargés de communication des agences qui impacte l'engagement dans les activités du UNCG ;
- L'inexistence de budget et moyens techniques alloués à UNCG ;
- L'insuffisance de données fiables relatives à la perception de la population sur le SNU ;
- La prédominance des plans de communication des agences au détriment de la communication conjointe inter-agences ;
- Le contexte de Mission intégré qui oblige à prendre en compte la cohabitation avec la force ;
- La restriction de mouvements des Nations Unies dans certaines localités du pays à cause de l'insécurité.

## 5. Eléments financiers

EFFETS	ORGANISMES CONCERNÉS	BUDGET UNDAF+ US \$	BUDGET ET DEPENSES 2018		
			BUDGET MOBILISE 2018 US \$	DEPENSES US \$	TAUX D'EXECUTION
<b>EFFET 1</b>	MINUSMA (SSR/DDR, PAD, Médiation, Affaires Civiles, HRD, Genre), UNDP, UNODC, UNMAS, UNPOL, UNICEF, IOM, ONUFEMMES, PAM	<b>126 850 352</b>	<b>44021534</b>	<b>43985177</b>	<b>99,92%</b>
<b>EFFET 2</b>	MINUSMA, (Affaires Civiles, ECU, HRD) PNUD, UNESCO, UNICEF, ONU-FEMMES, UNHCR, IOM, ONUDI	<b>126 850 352</b>	<b>2423786</b>	<b>2415830</b>	<b>99,67%</b>
<b>EFFET 3</b>	MINUSMA-(HRD/OHCHR ; Affaires Civiles), PNUD, UNICEF, ONU-FEMMES, UNFPA, UNHCR, UNCDF, OIM	<b>96 719 719</b>	<b>6768336</b>	<b>6478899</b>	<b>95,72%</b>
<b>EFFET 4</b>	UNFPA, UNICEF, OMS, PAM, UNESCO, ONUSIDA, ONUFEMME, FAO, UNHCR ; OCHA ; PNUD ; PAM.	<b>197 954 046</b>	<b>176126167</b>	<b>152176092</b>	<b>86,40%</b>
<b>EFFET 5</b>	MINUSMA (S&R, ECU), PNUD, FAO, UNICEF, CNUCED, ONUDI, FIDA, UNFPA, PAM, OMS, BIT, UNHABITAT, PNUE, UNCDF, ONU femmes	<b>589 258 410</b>	<b>89053116</b>	<b>78226651</b>	<b>87,84%</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 137 632 879</b>	<b>318 392 939</b>	<b>283 282 650</b>	<b>89%</b>



## 6. Enseignements tirés et perspectives

L'année 2018 a été l'occasion de consolider les acquis de la mise en œuvre de l'UNDAF+, notamment par l'approfondissement de la coordination des interventions des agences, fonds et programmes du Système des Nations Unies et de la MINUSMA, grâce à une vision intégrant les préoccupations de développement prioritaires avec celles de relèvement post-crise. L'appui des Nations Unies dans tous les secteurs a été crucial pour maintenir les avancées dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la réconciliation nationale et la réalisation des dividendes de la paix.

De façon globale, la contribution des Nations Unies à la préservation de la paix et de la cohésion sociale, à l'atteinte des objectifs de développement socio-économique, et de l'accès des populations vulnérables aux capacités productives et aux services sociaux de base, notamment dans les zones affectées par le conflit est restée une constante de la planification conjointe des activités des Nations Unies au Mali tout au long de l'année 2018.

Toutefois, force est de constater que les conséquences de la crise politico-sécuritaire persistent toujours et continuent d'être une menace sur la stabilité du Mali et le bien-être des populations affectées. En effet, l'insécurité dans les régions du Nord et du Centre limitent les opérations de terrain et affectent considérablement l'exécution des programmes de développement soutenus, à la défaveur des populations bénéficiaires cibles.

En matière de paix, de sécurité et de réconciliation, on note que les tensions générées par la crise impliquent d'investir davantage dans la sensibilisation même si son impact est difficile à évaluer dans le court terme. Des efforts devront être poursuivis sur la prise en compte de l'approche genre dans le cadre de la justice transitionnelle et d'une stratégie qui renforcera la confiance des victimes et des témoins à ce mécanisme dans les régions encore en insécurité.

La réussite du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement dans le domaine de la Gouvernance dépendra de la levée de certaines contraintes dont l'opposition des associations religieuses musulmanes au projet de loi VBG (à cause de l'excision), l'absence de visibilité par rapport au calendrier des consultations électorales dans certaines localités et le retard dans la mise en place des Autorités Intérimaires elle-même tributaire des soubresauts de la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation. Il s'y ajoute le faible capacité d'analyse et l'absence d'une documentation sur des phénomènes de pauvreté des enfants et qui est un corolaire du manque de données et d'évidences à la fois sur les thématiques et sur les résultats/succès des actions sur la protection sociale. Au regard de ces

contraintes, il convient, entre autres de fédérer tous les acteurs et de susciter l'engagement des plus hautes autorités à faire voter la loi sur les VBG.

Concernant l'accès aux services sociaux de base et l'amélioration des conditions nutritionnelles et sanitaires, des avancées notoires ont été enregistrées malgré l'insuffisance des ressources financières et humaines. Cependant, l'interconnexion entre les interventions au niveau institutionnel, régional et local est indispensable pour réussir l'action de promotion des droits des femmes et de lutte contre les violences basées sur le genre.

L'appui à la croissance inclusive et au développement durable révèle le caractère déterminant des synergies développées entre les agences et avec les autres partenaires dans l'atteinte de certains résultats escomptés comme la création d'emplois ruraux au profit des groupements de femmes et de jeunes. Il a aussi démontré une intégration de plus en plus importante des dimensions transversales du développement telles que le genre, l'environnement, les changements climatiques, les droits humains, la sécurité alimentaire et la nutrition dans la mise en œuvre des projets et programmes de développement du Mali. Il conviendra de continuer les activités de renforcement de capacités des équipes opérationnelles et de mieux considérer la nature stratégique de l'eau dont l'insuffisance et l'accès souvent difficile ont constitué un handicap majeur pour la cohésion sociale dans plusieurs localités.

Dans le domaine de l'amélioration des revenus, la réalisation des objectifs de développement socioéconomique du Mali à travers le cadre d'appui consensuel en place a révélé l'importance des activités génératrices de revenus qui sont un vecteur de cohésion sociale et une expression du vouloir vivre en commun. Ces AGR ont positivement impacté les conditions de vie des populations et, en particulier celles des femmes et des jeunes qui ont pu s'insérer et acquérir une autonomie financière appréciable. Ainsi, la forte motivation des femmes dans le développement des AGR et surtout dans la culture de rentes vivrières ont contribué fortement à la prise en charge de dépenses courantes des ménages, et minimisé du coup leur dépendance vis-à-vis des hommes.

### **Contraintes Majeures**

La dégradation de la situation sécuritaire dans plusieurs régions du Mali, notamment dans les régions du nord et du centre a constitué une contrainte majeure à la mise en œuvre de l'UNDAF en 2018. L'insécurité a entraîné entre autres la réduction et même l'absence des autorités étatiques et autres agents de l'Etat dans plusieurs des localités concernées, et même parfois des autres acteurs comme les ONG ou les prestataires de service privés. Elle a aussi réduit tous les déplacements et entravé la réalisation des activités humanitaires et de développement dans lesdites localités.

De façon spécifique on peut noter les contraintes suivantes :

- La recrudescence de l'insécurité dans les parties nord et centre du Mali, caractérisée par la montée du banditisme, les attaques perpétrées contre les forces nationales, internationales ainsi que les populations civiles ;
- La non harmonisation de la législation nationale en matière de protection des droits des femmes avec les textes ratifiés par le Mali ;
- La multiplication et l'ampleur des conflits intercommunautaires, empêchant parfois la mise en œuvre des actions de soutien aux communautés vulnérables ;
- La difficulté du retour des services de l'Etat avec un impact important sur l'offre des services de base attendus par les populations ;

### **Leçons Apprises**

- Le transfert progressif des capacités de lutte antimines aux acteurs locaux via des mesures de renforcement telles que la formation des organisations locales de lutte antimines et des victimes de REG comme formateurs sur les risques explosifs permet une plus large diffusion des messages de sensibilisation malgré les contraintes d'accès ;
- L'appui au Gouvernement pour assurer la coordination des initiatives en matière de femmes, paix et sécurité en assurant la participation des organisations de femmes, permet de mieux catalyser les changements durables ;
- Dans le contexte de la situation sécuritaire très dégagée, la planification des projets doit être flexible et les procédures doivent être adaptées, afin de pouvoir faire face aux changements et aux contraintes sécuritaires ;
- L'inclusion des femmes, des filles et des jeunes peut être favorisé en faisant de leur participation un critère fondamental d'éligibilité des organisations locales au financement de projets.
- L'implication des autorités nationales dans les concertations promeut le dialogue entre les différentes communautés.
- Les investissements sociaux communautaires favorisent la collaboration, la tolérance et la participation citoyenne ;
- Un plaidoyer fort est nécessaire pour augmenter la faible allocation de ressources financières et humaines allouées aux thématiques de relance économique ;
- L'implication des leaders communautaires et d'autres membres de la communauté dans la protection des enfants est un facteur qui contribue à la réduction des violations ;
- L'application des normes et mesures de promotion des femmes dans les instances de prise de décision reste liée à la volonté politique des dirigeants ;
- Les mesures de quota à travers des lois sont des moyens légaux pour booster la représentation des femmes : aux prochaines législatives avec l'application de la loi sur les circonscriptions électorale avec au moins 3 sièges, les estimations sont autour des 38 femmes élues députés ;

- L'approche du coaching et du tutorat qui se met en place progressivement est plus efficace pour le transfert des compétences aux prestataires que les ateliers modulaires qui par ailleurs débauchent les agents de leurs emplois pendant des périodes relativement longues.

## Annexe : Progrès réalisés par rapport au Cadre de résultats du Programme Unique

<b>Effet 1 : La paix et la stabilisation sont assurées à travers un dialogue politique inclusif, une réforme des institutions concernées et la promotion d'une coexistence pacifique et le respect des droits humains</b>	Nombre d'incidents (par types) de sécurité associée au conflit ou à ses conséquences	722 (2014)	0	Base de données UNDSS	<b>904</b>	ND
	Nombre de victimes d'incidents de sécurité associés au conflit ou à ses conséquences (décomposé en H/F, Militaires, civiles, Moins de 18 ans et adultes)	ND	0	Base de données UNMAS	<b>493</b>	696
	Nombre de réfugiés/déplacés internes (par réfugié/H/F/PDI et par région)	Réfugiés 140,033	ND	Rapport annuel du HRC	<b>67 107</b>	26739
		PDI 126,249			<b>38 172</b>	120298
	Nombre de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire enregistrées et liés à la situation sécuritaire au Mali (hommes, femmes, filles, garçons)	114	0	Base de données MINUSMA/HRD	<b>426</b>	
<b>Produit 1.1. Dialogue politique / médiation : Capacités techniques des institutions gouvernementales et des autres acteurs nationaux y compris les groupes armés, renforcées en vue de l'amélioration des mécanismes de dialogue politique et de médiation inclusifs sont améliorés à travers le renforcement</b>	<b>Indicateur 1.1.1</b> Nombre d'institutions nationales publiques ou parapubliques ayant reçu un renforcement pour la gestion des conflits, la promotion de la paix et la réconciliation	0 (Déc.2016)	10	Rapport EX4 UNESCO	<b>4</b>	ND
	<b>Indicateur 1.1.2</b> Nombre d'acteurs nationaux non gouvernementaux, y compris les groupes armés, ayant reçu un renforcement pour la gestion des conflits, la promotion de la paix et la réconciliation	0	48 (12 par an)	MINUSMA/ Médiation : compte-rendu des réunions.	0	3
	<b>Indicateur 1.1.3</b> Proportion de femmes parmi les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux renforcés dans la	0%	ND		0%	45

	gestion des conflits et la promotion de la paix et la réconciliation					
<b>Produit 1.2. Secteur de la sécurité : Le secteur de la sécurité est renforcé par la mise en œuvre de la politique nationale de la réforme du secteur de la sécurité, y compris la lutte contre les crimes transnationaux</b>	<b>Indicateur 1.2.1</b> Taux d'exécution des actions inscrites dans le Plan National RSS 2015-2019	0%	100%	Décrets portant création du CNRSS, CNDDR, CI et liste des membres nommés existent. Sharedrive SSR-DDR	ND	ND
	<b>Indicateur 1.2.2</b> Nombre des postes frontières aériens, terrestres et maritimes (port sec de Bamako) dont les capacités ont été renforcées sur le plan opérationnel et technique	2	9	Rapport de visite faite par SSR-DDR. In sharedrive SSR_DDR	4	ND
	<b>Indicateur 1.2.3</b> Nombre de personnes des forces armées et de sécurité malienne ayant reçu des formations techniques et des formations sur le droit international des droits de l'homme, la résolution 1325 et les principes humanitaires (en H/F)	4 100	10 000	Données Ministère de la Défense, Direction de la Justice Militaire	30	970
<b>Produit 1.3. DDR/Réinsertion : Les capacités techniques, logistiques et institutionnelles de la Commission nationale de DDR et des acteurs concernés sont renforcées pour la mise en œuvre d'une démobilisation et d'une réinsertion inclusive (ex-combattants, milices et groupes d'auto-défense, communautés et groupes vulnérables, notamment les enfants)</b>	<b>Indicateur 1.3.1</b> Nombre d'ex éléments des groupes armés, personnes associées (y compris femmes, hommes, enfants, handicapés, et membres des communautés) ayant été enregistrés et ayant bénéficié des projets de Réinsertion, ou relâchés/réunis avec leurs familles pour les enfants	0	10 000	Base de données DDR MINUSMA	0	ND
	<b>Indicateur 1.3.2</b> % d'ex combattant étrangers et dépendants rapatriés	0	AD	Base de données DDR MINUSMA	0	ND

<b>Produit 1.4 : réduction des risques explosifs : Les risques explosifs sont réduits à travers une capacité nationale et communautaire renforcée.</b>	<b>Indicateur 1.4.1</b> Nombre d'équipes/d'effectifs des FDSM formés et équipés en rapport avec le risque explosif	2 équipes de 6 membres (2014)	12 équipes de 6 membres	UNMAS	6 équipes de 6 membres et 8 équipes de 3 membres	ND
	<b>Indicateur 1.4.2</b> Nombre d'interventions des équipes FDSM sur terrain encadrées en rapport avec le risque explosif	0	250 (50 par an)	UNMAS, en consultation avec les autorités maliennes Centre national de coordination des opérations NEDEX	57	40
	<b>Indicateur 1.4.3</b> Nombre de personnes ayant reçu une éducation au risque de mines et restes explosifs de guerre	228 959 (juillet 2014)	600 000	Bases de données UNMAS et UNICEF	758 015	65229
<b>Effet 2 : D'ici 2019, la cohésion sociale est facilitée par la justice transitionnelle, le dialogue communautaire inclusif, la culture et l'éducation pour la paix.</b>	Nombre de dossiers transmis et officiellement instruits dans le cadre de la justice transitionnelle	0	10 000	Données nationales/CVJR, PNUD, MINUSMA	8789	2510
	% de personnes retournées dans les communautés cibles qui sont restées dans ces communautés	297 578	70 000	Données nationales et internationales, UNHCR, Rapport Commission Mouvement - de Populations	129 129	ND
<b>Produit 2.1. Justice transitionnelle : Les capacités techniques des institutions en charge du processus de réconciliation et de justice transitionnelle et de la société civile sont renforcées pour promouvoir la réconciliation, le droit à la vérité, à la justice et à la réparation des victimes, y compris les femmes</b>	<b>Indicateur 2.1.1</b> Nombre d'initiatives et d'actions d'appui à l'opérationnalisation de la CVJR	0	10	Données SNU et CVJR	7	6
	<b>Indicateur 2.1.2</b> Nombre de structures de la société civile qui sont appuyées pour participer au sein de la coalition pour la justice transitionnelle (désagrégé en structure féminine et mixte)	0	50	Données SNU et Société civile	21	25
<b>Produit 2.2. Dialogue inter-/intra-communautaire : Les communautés disposent des capacités techniques nécessaires à la prévention et à la gestion des conflits communautaires, au renforcement de la cohésion sociale, et de créer les conditions de retour des réfugiés et déplacés</b>	<b>Indicateur 2.2.1</b> Nombre de Cercles appuyés pour former et opérationnaliser des mécanismes de dialogue intercommunautaire et intracommunautaire mis en place.	0	16	Données SNU	6	3
	<b>Indicateur 2.2.2</b> Nombre de médiateurs (communautaires issus de l'administration locale, de la société civile, et des communautés religieuses) formés en	0	200	Données SNU	200	65



	prévention/gestion des conflits à l'échelle communautaire					
	<b>Indicateur 2.2.3</b> Proportion de femmes parmi les médiateurs (communautaires issus de l'administration locale, de la société civile, et des communautés religieuses) formés en prévention/gestion des conflits à l'échelle communautaire	0 %	80%	Données SNU	43%	31%
<b>Produit 2.3. Education à la culture de la paix : Les capacités techniques et matérielles des institutions (ministère de l'Education, Enseignement supérieur, syndicats d'élèves et d'enseignants) sont renforcées pour la promotion de l'éducation à la culture de la paix et droits de l'homme.</b>	<b>Indicateur 2.3.1</b> % d'écoles, au Nord, dotées d'un plan et d'un mécanisme de prévention et de gestion de conflits.	0	80% des écoles fonctionnelles au Nord	Données SNU	250 (écoles)	ND
	<b>Indicateur 2.3.2</b> Nombre d'acteurs du système éducatif et de la Société Civile formés sur la gestion des conflits, la tolérance et la promotion de la paix	135 (2015)	3000 (1200 femmes et 1800 hommes)	Données SNU	135	85
<b>Produit 2.4. Patrimoine culturel : Le patrimoine culturel matériel et immatériel endommagé est réhabilité et des outils pour la promotion de la diversité et des expressions culturelles sont élaborés</b>	<b>Indicateur 2.4.1</b> Nombre de ressources patrimoine culturel (sites du patrimoine, musées, bibliothèques de manuscrits) endommagé réhabilité	14 mausolées détruits	14 mausolées reconstruits	Données SNU	ND	2 mosquées
		8 bibliothèques privées endommagées ;	8 bibliothèques réhabilitées,			
		3 mosquées classées patrimoine mondial endommagées	3 mosquées réhabilitées			
	<b>Indicateur 2.4.2</b> Nombre de manuscrits répertoriés, catalogués et conservés	0	-70600 manuscrits répertoriés -60000 manuscrits nettoyés -9100 boîtes de conservations confectionnées	Données SNU	ND	ND
<b>Indicateur 2.4.3</b> Nombre d'éléments du patrimoine culturel matériel et immatériel inventorié dans les	5	60	Données SNU	Mopti : 19 Tombouctou : 17 Gao :12	ND	

	régions de Tombouctou, Kidal, Gao et Mopti				Kidal : 12	
<b>Effet 3 : Les institutions étatiques, nationales et locales, exercent de manière plus efficace leurs missions de service public et les acteurs non étatiques participent et assurent le contrôle citoyen en conformité avec les principes de bonne gouvernance et d'Etat de droit</b>	Mo Ibrahim Index (Score)	50,7	55	Rapport annuel Ibrahim Index of African Governance (IIAG); <a href="http://mo.ibrahim.foundation/">http://mo.ibrahim.foundation/</a>	51,9	50,1
	Taux de satisfaction des populations par rapport au service public	0	ND	Rapport Mali mètre 2017	Justice : 29,4% partiellement confiance et 7,3% ne font pas confiance	47%
<b>Produit 3.1 : Les capacités de l'Assemblée Nationale et des Structures de contrôle des Finances publiques (Section des Comptes de la Cour Suprême) sont renforcées en vue d'améliorer la redevabilité dans la gestion des politiques publiques.</b>	<b>Indicateur 3.1.1</b> Nombre de propositions de loi soumises par l'Assemblée Nationale, liées à l'assistance du programme	0	5	Parlement	2	ND
	<b>Indicateur 3.1.2</b> Nombre d'initiatives de contrôle de l'action gouvernementale prises par l'Assemblée Nationale, liées à l'assistance du programme	2/an	4/an	Parlement	8	ND
	<b>Indicateur 3.1.3</b> % des collectivités territoriales ayant fait l'objet d'un contrôle par la Section des Comptes de la Cour Suprême suite à l'assistance du programme	2%	Au moins 30%	Section des Comptes	8%	ND
<b>Produit 3.2 : Les capacités de l'Etat, des OGE et OSC sont renforcées en vue de l'amélioration de la crédibilité des processus électoraux et d'une plus grande participation, notamment des femmes et des jeunes.</b>	<b>Indicateur 3 2.1</b> Nombre de mises à jour du fichier électoral biométrique appuyées	0	2	DGE/ Structures nationales de gestion du fichier électoral	0	1
	<b>Indicateur 3 2.2</b> Nombre d'OSC appuyées ayant mené des activités d'éducation civique en vue de l'amélioration de la participation citoyenne aux élections, notamment celle des femmes	0 (2013)	107	PAPEM/ Structures faïtières des OSC	28	15

	<b>Indicateur 3.2.3</b> Nombre d'assistances fournies à l'Etat malien, aux OGE (DGE, CENI)	3 types : (Appui logistique, assistances techniques ; Appui sécuritaire)	3 types (Appui logistique, assistances techniques ; Appui sécuritaire)	PNUD et la DAE de la MINUSMA	0	ND
<b>Produit 3.3 : Les stratégies et plans d'action disponibles sont opérationnalisés pour l'approfondissement de la décentralisation et la consolidation de la gouvernance locale.</b>	<b>Indicateur 3.3.1</b> Nombre de régions aidées pour disposer de contrats Plans/Projets signés et opérationnels avec l'Etat	0	4	Sous-direction du Développement local de la DGCT	3	ND
	<b>Indicateur 3.3.2</b> Nombre de collectivités renforcées par le programme pour la gestion équitable des ressources financières et humaines des anciennes et nouvelles compétences transférées	10	30	Structures nationales de gestion des collectivités territoriales	17	10
	<b>Indicateur 3.3.3</b> Nombre de femmes ou de structures féminines aidées pour promouvoir le leadership féminin dans les collectivités locales	0	ND	Organisations féminines locales	55 612	564
<b>Produit 3.4 : Les capacités des institutions publiques (au niveau national, régional, sectoriel) pour la planification et la programmation axée sur l'évidence, le S&amp;E et la production des données statistiques comparables et désagrégés sont renforcées</b>	<b>Indicateur 3.4.1</b> Nombre d'unités/services de planification/ S&E/statistiques avec une capacité technique renforcée pour la collecte, analyse, et utilisation des données désagrégées, suite à l'assistance du programme	5	12	Structures nationales de planification et de Statistiques	10	23
	<b>Indicateur 3.4.2</b> Nombre d'enquêtes et études clés menées avec un rapport final publié sur les thématiques prioritaires appuyées par cet UNDAF+	0	15	Appareil statistique national	8	ND
<b>Produit 3.5 : Les capacités des organisations de la société civile et des médias sont renforcées en vue d'améliorer le contrôle citoyen, la</b>	<b>Indicateur 3.5.1</b> Nombre de structures faitières et plateformes de la société civile ayant bénéficié, du programme, de renforcement des	20	62	Base de données des OSC de l'Unité appui à la société civile de la DAC/MINUSMA	65	ND

<b>redevabilité des institutions et la participation des femmes et des jeunes dans la vie publique.</b>	capacités sur les techniques de contrôle citoyen					
	<b>Indicateur 3.5.2</b> Nombre d'initiatives entreprises par des structures faitières et plateformes, appuyées par le programme, pour influencer les systèmes de gouvernance et les politiques publiques prenant en compte l'équité et l'égalité du genre	0	5 (soit 1/an)	Base de données des OSC de l'Unité appui à la société civile de la DAC/MINUSMA	83	1 forum
	<b>Indicateur 3.5.3</b> Nombre de publications en rapport avec le contrôle citoyen, par des acteurs ayant reçu l'assistance du programme dans ce domaine	0	10 (soit 2 rapports/an sur différents sujets en rapport avec la gouvernance)	Base de données des OSC de l'Unité appui à la société civile de la DAC/MINUSMA	14	ND
<b>Produit 3.6 : Le fonctionnement des Institutions judiciaires et pénitentiaires et des organes de lutte contre l'impunité est amélioré sur toute l'étendue du territoire national dans un cadre juridique réformé conforme aux principes de l'Etat de droit</b>	<b>Indicateurs 3.6.1</b> Nombre de Cours et tribunaux des régions affectées par la crise ayant repris toutes leurs activités (Gao, Tombouctou, Kidal et 3 cercles de Mopti), suite à l'assistance du programme	5	13	Base de données de Justice & Correction MINUSMA /DNAPES	11	20
	<b>Indicateurs 3.6.2</b> Nombre de prisons des régions affectées par la crise ayant repris toutes leurs activités (Gao, Tombouctou, Kidal et 3 cercles de Mopti), suite à l'assistance du programme	5	15	Base de données de Justice & Correction MINUSMA /DNAPES	7	4
	<b>Indicateur 3.6.3</b> Pourcentage de la population enquêtée qui exprime sa confiance aux institutions judiciaires suite à l'assistance du programme	37,7%	50%	Mali mètre 8 (sondage annuel finance par la Fondation Friedrich Ebert qui passe en revue les institutions et les PTF)	36,7%	27%
<b>Produit 3.7 : Les mécanismes nationaux formels et informels de promotion et de protection des droits Humains disposent des capacités institutionnelles et techniques pour</b>	<b>Indicateurs 3.7.1</b> Nombre de rapports périodiques conformes aux standards produits et soumis aux organes des Traités et Conseil de Droit de l'Homme, appuyés	0	3	Données fournies par la Division des Droits de l'Homme de la MINUSMA	1	3

<b>mieux accomplir leurs missions en conformité avec les standards internationaux.</b>	<b>Indicateurs 3.7.2</b> Nombre de rapports alternatifs produits et soumis aux organes des Traités et Conseil de Droit de l'Homme par les organisations de la société civile, appuyés par le programme	0	3	Données fournies par la Division des Droits de l'Homme de la MINUSMA	1	ND
	<b>Indicateur 3.7.3</b> Nombre d'initiatives appuyées par le programme en faveur de lois spécifiques aux droits des femmes et des enfants qui soient en conformité avec les standards internationaux	0/5	5/5	Données fournies par la Division des Droits de l'Homme de la MINUSMA	3/5	ND
<b>Effet 4 : D'ici 2019, les populations, en particulier les femmes et les enfants les plus vulnérables et celles affectées par les crises, ont un accès accru et équitable et utilisent les SSB de qualité</b>	Prévalence contraceptive	10 % (EDS-M V 2012);	15%	EDSM /SLIS 2016	20,01%	21%
	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	56% (2013)	65%	Annuaire statistique SLIS 2016	32,08%	38,14
	Taux de prévalence du VIH/SIDA	1,1% (2012-2013)	0,6%	EDSM	1,1%	1,1%
	Taux brut de Préscolarisation	3,6%	10%	Annuaire statique du MEN	6,1%	ND
	Taux brut d'admission au premier cycle du fondamental	Garçons : 80,1% Filles : 55%	Garçons : 85% - Filles : 85%	Annuaire statique du MEN	Garçons :74% Filles : 63%	76,3%
	Taux brut scolarisation au primaire	Garçons : 76,4% Filles : 64%	Garçons : 90% Filles : 90%	Enseignement Fondamental	Garçons :78,3% Filles : 66%	ND
	Prévalence de la malnutrition chronique	28% (2014)	23%	Rapport SMART	11,6%	10,7%
	Taux de Prévalence des mutilations génitales féminines chez les tranches d'âge (0-14ans ; et 15-49ans)	0-14ans : 69% 15-49 ans : 91% (2012-2013)	0-14ans : 64% 15-49 ans : 86%	EDSM	91%	89%
	Prévalence du mariage des enfants (femmes de 20-49 ans) avant 15/18 ans	Avant 15 ans : 15% Avant 18 ans : 61% (2010)	Avant 15 ans : 18% Avant 18 ans : 48%	MICS		
<b>Produit 4.1 : Les femmes, enfants et jeunes, en particulier les plus vulnérables utilisent un paquet intégré de services de santé de qualité</b>	<b>Indicateur 4.1.1</b> Taux de couverture vaccinale en Penta valent 3 chez les enfants de 0-11 mois (identification district les plus faibles UNICEF/OMS) (Désagrégation F/G)	89% (2013)	90%	Annuaire statistique SLIS	89%	73%

	<b>Indicateur 4.1.2</b> Pourcentage de structures de santé qui offrent des services d'accouchement avec un équipement fonctionnel de réanimation néonatale (sac et masque fonctionnels de taille néonatal)	15 % (2015)	55%	Données et enquêtes nationales	24,6% (347/1410)	ND
	<b>Indicateur 4.1.3</b> Nombre de structures publiques de santé prodiguant des soins cliniques aux enfants de moins de cinq ans selon l'approche PCIME	162 (2017)	516	Rapport annuel des agences	162	ND
<b>Produit 4.2: Les populations, en particulier les plus vulnérables ont accès à des services de qualité de prévention et de prise en charge du VIH et du Sida.</b>	<b>Indicateur 4.2.1</b> % de jeunes âgés de 15 à 24 ans connaissant les moyens de prévention de la transmission sexuelle du VIH et qui rejettent les principales idées fausses concernant la transmission du virus.	Homme 33% Femme 23.7% (2012-2013)	Hommes : 40% Femmes : 33%	Rapport EDS	Hommes : 28,7% Femmes : 20,4%	16%
	<b>Indicateur 4.2.2</b> Pourcentage de femmes enceintes séropositives qui reçoivent les ARV pour réduire la transmission mère enfant du VIH).	28,9% (2014)	90%	Rapport annuel HCNLS	41,60%	ND
	<b>Indicateur 4.2.3</b> Nombre de structures de santé qui fournissent des ARV pédiatriques	79	377	Données et enquêtes nationales	138	ND
	<b>Indicateur 4.2.4</b> Pourcentage de femmes enceintes séropositives sous ARV	28,9% (2014)	90%	Rapport annuel HCNLS	48%	ND
<b>Produit 4.3 Les mères et les enfants, particulièrement les plus vulnérables ou affectés par les crises alimentaire et nutritionnelle, bénéficient d'un paquet complet d'interventions nutritionnelles au niveau des communautés et des services</b>	<b>Indicateur 4.3.1</b> % d'enfants souffrant de la malnutrition aigüe pris en charge dans les centres nutritionnels (désagrégation F/G)	57% (2013)	80%	Système d'Information Sanitaire National	MAS : 85% 120510/142398 (Rapport Cluster)	90%
	<b>Indicateur 4.3.2</b> % d'enfants et de femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aigüe modérée pris en charge dans les centres de santé	74% (2015)	50%	Rapport annuel SPR	MAM : 29% 128659/432932 (rapport PAM)	ND

	<b>Indicateur 4.3.3</b> Taux de couverture du programme de prévention de la malnutrition aigüe modérée	75,6%	>70%	Rapport annuel SPR	62% (SPR)	ND
	<b>Indicateur 4.3.4</b> Prévalence de l'insuffisance pondérale (garçons vs filles)	Garçons 25% Filles : 24% (2014)	10% (garçons et Filles)	SMART	16,3% Garçons : 19,1% Filles : 14,4%	ND
	<b>Indicateur 4.3.5</b> Prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de 6-59 mois (désagrégation F/G)	Garçons : 14% Filles : 12% (2014)	8% (Filles et Garçons)	SMART	10,7% Garçons : 12,2% Filles : 9,6%	ND
<b>Produit 4.4 Les enfants d'âge préscolaires et scolaires et les jeunes, particulièrement les plus vulnérables ont accès à une éducation de base de qualité</b>	<b>Indicateur 4.4.1</b> Nombre de garçons et de filles, déscolarisés et non scolarisés qui participent à l'enseignement /apprentissage primaire (F1 et F2)	1 200 000	600 000	Rapport CNR-ENF et Rapport annuel UNICEF	ND	ND
<b>Produit 4.5 Les groupes vulnérables (jeunes filles, garçons et femmes) bénéficient de protection et de prise en charge adéquate contre les violences, abus et exploitation</b>	<b>Indicateur 4.5.1</b> Nombre d'écoles bénéficiant de la cantine scolaire	596	750	Rapport SNU	596	163
	<b>Indicateur 4.5.2</b> Nombre d'élèves bénéficiant de repas scolaires	108 780	175 984	Rapports des centres d'animation	108 780	ND
	<b>Indicateur 4.5.3</b> Pourcentage de garçons et de filles affectés par des situations d'urgence bénéficiant d'un accès continu à une éducation de qualité	80%	100% (Filles et Garçons)	Rapport annuel UNICEF	Garçons : 70% (58865/83667) Filles : 61% (42627/70083)	ND
	<b>Indicateur 4.5.4</b> Nombre de survivant(e)s de VBG pris(e)s en charge (médicale, psychosociale, légale, hommes/femmes)	3 542	12 000	Sous cluster VBG	6128 (dont soutien Psychosocial 3 351 ; services de Santé : 1 993 ; aide Juridique : 84 ; activités génératrices de revenus : 700)	ND
	<b>Indicateur 4.5.5</b> Nombre de législations spécifiques adoptées sur les VBG	0	1	Données nationales	0	1
<b>Produit 4.6: Les groupes vulnérables bénéficient de services de protection sociale adéquate</b>	<b>Indicateur 4.6.1</b> : Existence du plan d'action d'expansion de la politique nationale de la protection sociale	Non (2017)	Oui	Rapport sur la protection sociale au Mali	Non	ND



	<b>Indicateur 4.6.2</b> Pourcentage de la population couverte par les mutuelles de santé	4% (2012)	5%	Données nationales	5,02%	ND
	<b>Indicateur 4.6.3</b> Nombre de ménages vulnérables bénéficiant d'un transfert monétaire	4761	122 000	Rapports annuels (PAM, de la FAO, HCR)	135 725	27 000
<b>Effet5 : Les populations défavorisées particulièrement les femmes et les jeunes, bénéficiant de capacités et d'opportunités productives accrues, dans un environnement sain et durable, favorable à la réduction de la pauvreté</b>	Taux d'insécurité alimentaire	24,4%	14%	Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, (ENSAN, Mali)	20%	19,1%
	Taux de croissance économique	1,7% (2013)	7%	INSTAT, Comptes Economiques du Mali	5,4%	4,7%
	Taux de pauvreté	43,6%	21%	EMOP/INSTAT	47,10%	43,8%
<b>Produit 5.1 : Les populations défavorisées et les exploitations familiales bénéficiant de compétences techniques, de moyens et d'activités génératrices de revenus pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.</b>	<b>Indicateur 5.1.1</b> Nombre de femmes et d'hommes ayant bénéficié de l'assistance alimentaire du programme parmi la population affectée par l'insécurité alimentaire	1,23 millions (2013)	600 000	Rapport annuel standard du PAM	291 655	164 000
	<b>Indicateur 5.1.2</b> Nombre de bénéficiaires de projets d'AGR opérationnalisés dans les zones affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle	5 331	10 000	Rapports annuels SNU	127 717	70 153
	<b>Indicateur 5.1.3</b> Nombre de femmes, hommes, fille et garçons qui ont reçu l'assistance alimentaire pour la création d'actifs productif	0	277 500	Cellule Technique des Reformes du Cadre des Affaires (CTRCA) Rapport Annuel PNUD	170 397 (Homme : 84,346 et Femme : 86,051)	ND
	<b>Indicateur 5.1.4</b> Quantité d'actifs créés, réhabilités ou améliorés dans les communautés ciblées	0	Terres réhabilitées : 10000 ha Périmètres irrigués : 3000 ha Forages et puits : 400	Données SNU	Terres réhabilitées : 2423 ha Périmètres irrigués : 682 ha Forages et puits : 59	ND

<b>Produit 5.2 : Les structures étatiques, le secteur privé, la diaspora et la société civile disposent de compétences techniques et de moyens pour améliorer les capacités productives et commerciales pour impulser une croissance verte et inclusive.</b>	<b>Indicateur 5.2.1</b> Nombre de réformes de l'environnement des affaires appuyées par le programme	0	5	Rapport annuel SNU	3	ND
	<b>Indicateur 5.2.2</b> Nombre de filières dans l'agroalimentaire développées avec l'appui du programme	4	20	Rapport annuel SNU	17	5
<b>Produit 5.3 : La mise en œuvre des politiques nationales de création d'emplois et d'entrepreneuriat féminin favorise une meilleure insertion socio-économique des jeunes et des femmes.</b>	<b>Indicateur 5.3.1</b> Nombre d'emplois générés pour les jeunes et les femmes dans les zones affectées par la crise, suite à l'appui du programme	0	500	Rapport annuel SNU	9211 emplois (dont 8389 femmes et 822 jeunes)	500
	<b>Indicateur 5.3.2</b> Nombre de femmes et de jeunes ayant bénéficié de l'appui financier des Structures de financements décentralisés (SFD), suite à l'assistance du programme	0	12 000	Rapport annuel SNU	5731 femmes (mutuelles, banques de céréales, warrantage)	980
<b>Produit 5.4 : Les populations vulnérables bénéficient d'un meilleur cadre de vie à travers un accès durable à l'eau et un assainissement adéquat</b>	<b>Indicateur 5.4.1</b> Nombre de personnes bénéficiant d'un accès à une source d'eau améliorée	494 192	800 000 (dont 500 000 en situation humanitaire)	Rapport annuel SNU	494 192	ND
	<b>Indicateur 5.4.2</b> Nombre de personnes vivant dans les communautés certifiées FEDAL (Fin de la Défécation à l'air libre)	942 500	1 000 000	Rapport annuel SNU	942 500	ND
<b>Produit 5.5 : La résilience des populations face aux changements climatiques est renforcée par la mise en œuvre des politiques de promotion de l'utilisation accrue des énergies nouvelles et renouvelables, l'efficacité énergétique par des mesures d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des risques de catastrophes</b>	<b>Indicateur 5.5.1</b> Nombre de villages bénéficiaires de technologies d'énergie solaires, suite à l'appui du programme	100 (2011)	200	Rapport annuel SNU	300	ND
	<b>Indicateur 5.5.2</b> % producteurs agricoles formés utilisant des techniques de maîtrise et de gestion d'eau et/ou des techniques de production et de gestion durable des terres, suite à l'appui du programme	15%	80%	Rapport annuel SNU	80%	ND

	<b>Indicateur 5.5.3</b> Nombre de comités communaux et locaux de RRC mis en place et opérationnels, suite à l'appui du programme	0	15	Rapport annuel SNU	2	ND
<b>Produit 5.6 : Les populations et les autres acteurs affectés par la désertification et la déforestation bénéficient de capacités accrues pour gérer de manière durable les ressources naturelles et protéger la biodiversité et les écosystèmes</b>	<b>Indicateur 5.6.1</b> Superficie des aires protégées	100 000 ha (2010)	131 220 ha	Rapport annuel 2016 Projet ERSAP / PNUD/DNEF	100 719 ha	ND
	<b>Indicateur 5.6.2</b> Bilan des émissions/absorptions de gaz à effet de serre dans le secteur du changement d'affectation des terres et de la foresterie (Giga grammes de CO2)	-42 318	-65 646	Rapport annuel 2016 AEDD (Document CPDN Mali 2016) Rapport annuel 2016 Projet 3ème Communication Nationale du Mali/PNUD	245177 ktéq CO2	ND
	<b>Indicateur 5.6.3</b> Nombre de projets mis en œuvre à travers le Fonds Climat Mali, suite à l'assistance du programme	3	10	Rapport annuel Projet Fonds Climat du Mali/PNUD	3	3